

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	900 fr.	500 fr.
Etranger	1200 fr.	650 fr.

Prix du numéro } Au comptant, à l'imprimerie : 50 fr.
 } Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 65 fr.
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne	50 f
Minimum	200 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	200 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1956

20 juin	— Arrêté ministériel fixant les effectifs du personnel du cadre général des postes et télécommunications pour 1956	712
22 juin	— Arrêté interministériel appliquant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo diverses dispositions de précédents arrêtés concernant les concours, examens et conditions d'admission dans les écoles de sages-femmes. (Arrêté de promulgation n° 650-56/C. du 18 juillet 1956)	713
22 juin	— Arrêté interministériel fixant le règlement modèle sur le régime intérieur des écoles de sages-femmes dans les territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 650-56/C. du 18 juillet 1956)	719
22 juin	— Décret n° 56-623 fixant les modalités d'application aux aérodromes appartenant à l'Etat et situés dans les territoires d'outre-mer du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique. (Arrêté de promulgation n° 617-56/C. du 6 juillet 1956)	722
23 juin	— Arrêté interministériel relatif aux rémunérations des personnels de l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 660-56/C. du 22 juillet 1956).	713
26 juin	— Décret n° 56-637 portant revalorisation des soldes et indemnités des personnels militaires en service dans les	

	territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 659-56/C. du 22 juillet 1956)	714
27 juin	— Décret n° 56-648 concernant l'émission au Togo de jetons métalliques. (Arrêté de promulgation n° 651-56/C. du 18 juillet 1956)	728
28 juin	— Décret n° 56-650 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 649-56/C. du 18 juillet 1956)	729
3 juillet	— Décret n° 56-668 rendant applicable le décret n° 55-930 du 11 juillet 1955 relatif à la notation des fonctionnaires aux personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer régis par le décret du 27 octobre 1950. (Arrêté de promulgation n° 654-56/C. du 22 juillet 1956)	717
7 juillet	— Décret n° 56-690 modifiant le décret du 6 janvier 1937 portant organisation de l'inspection des affaires administratives dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 678-56/C. du 28 juillet 1956)	718
16 juillet	— Arrêté ministériel fixant les effectifs du personnel du cadre des ingénieurs des travaux météorologiques de la France d'outre-mer, pour l'année 1956.	718
	Rectificatif à l'arrêté ministériel du 30 mars 1956 portant réglementation de l'importation dans certains territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des produits susceptibles de transmettre et de propager les maladies de l'hévéa originaires d'Amérique tropicale.	731
	Récompenses honorifiques.	731

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1956

22 juillet	— N° 656-56/AE/PLAN/I. — Arrêté portant classement de marché.	732
22 juillet	— N° 657-56/SG. — Arrêté portant approbation du compte administratif de la Commune de Lomé pour l'exercice 1955.	732
22 juillet	— N° 658-56/SG. — Arrêté portant approbation du budget supplémentaire de la Commune de Lomé pour l'exercice 1956.	732
23 juillet	— N° 664-56/IA. — Arrêté instituant une commission territoriale de la Jeunesse au Togo.	732
27 juillet	— N° 666-56/SD. — Arrêté rendant exécutoire la délibération n° 25/ATF. du 15 mai 1956 portant modification du tarif fiscal d'entrée sur les vins et sur les vins vinés.	733
27 juillet	— N° 676-56/F/AE/STAT. — Arrêté portant création du Service de la Statistique Générale au Territoire du Togo.	734
28 juillet	— N° 679-56/JTFLS. — Arrêté fixant le règlement intérieur de la caisse de compensation des prestations familiales du Togo.	735
30 juillet	— N° 680-56/F. — Arrêté exonérant certains fonctionnaires et agents du Service des Postes et Télécommunications des retenues pour logement.	744
	Modificatif à la décision n° 1673-D/IA. du 17 novembre 1955 fixant les dates des vacances scolaires pour l'année 1955-56.	733
	Personnel.	744
	Divers.	747

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Office des changes.	751
Ecole nationale de la F.O.M. (Concours « C »).	752
Magistrature outre-mer (Examen professionnel).	752
Nécrologie.	753

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Personnel

ARRETE ministériel du 20 juin 1956 fixant les effectifs du personnel du cadre général des postes et télécommunications pour 1956.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 20 juin 1956, les effectifs maxima du personnel du cadre général des postes et télécommuni-

cations de la France d'outre-mer; pour l'année 1956; ont été fixés comme suit :

A. — Personnel supérieur.

Inspecteurs généraux :	Chefs de section des services administratifs :
Administration centrale 2	A.O.F. 5
A.O.F. 1	Cameroun 1
Cameroun 1	Madagascar 4
Madagascar 1	Total 10
Total 5	
Ingénieurs en chef :	Inspecteurs rédacteurs :
Administration centrale 1	Administration centrale 3
A.O.F. 3	A.O.F. 24
A.E.F. 1	A.E.F. 8
Madagascar 1	Madagascar 3
Cameroun 1	Togo 1
Total 7	Détaché 1
	Total 40
Directeurs :	Receveurs supérieurs :
Administration centrale 2	A.O.F. 46
A.O.F. 9	A.E.F. 8
A.E.F. 2	Cameroun 7
E.F.O. 1	C.F.S. 1
Détachés 2	Madagascar 18
Total 16	Togo 1
Ingénieurs principaux :	Détaché 1
Administration centrale 2	Total 82
A.O.F. 4	
A.E.F. 4	Chefs de section (branche postale) :
Cameroun 1	A.O.F. 28
Madagascar 3	A.E.F. 14
Détachés 3	Cameroun 13
Total 17	C.F.S. 1
Inspecteurs principaux (branche Administrative) :	E.F.O. 1
Administration centrale 4	Madagascar 5
A.O.F. 25	Nouvelle-Calédonie 1
A.E.F. 11	Détaché 1
Cameroun 6	Total 64
Madagascar 9	
Togo 1	Inspecteurs et inspecteurs adjoints :
Détachés 3	Administration centrale 7
Total 59	A.O.F. 99
Inspecteurs principaux (branche technique) :	A.E.F. 32
A.O.F. 13	Cameroun 16
A.E.F. 5	C.F.S. 4
Cameroun 1	Madagascar 31
E.F.O. 1	Nouvelle-Calédonie 11
Madagascar 2	Togo 2
Nouvelle-Calédonie 1	Détachés 2
Total 23	Total 204
Ingénieurs et ingénieurs adjoints :	Chefs de centre supérieurs radioélectriciens (exploitation) :
Administration centrale (Ingénieurs adjoints) 6	A.O.F. 7
A.O.F. 15	A.E.F. 1
Cameroun 2	Cameroun 1
Détachés 2	Madagascar 1
Total 25	Nouvelle-Calédonie 1
	Total 11

Chefs de section radio-électriciens (exploitation) :	Chefs de centre supérieurs des centraux télégraphiques et téléphoniques :
A.O.F. 6	A.O.F. 3
A.E.F. 2	A.E.F. 1
Cameroun 3	Madagascar . . . 1
Madagascar . . . 4	Togo 1
Total 15	Somalis 1
	Total 7
Chefs de centre supérieurs des installations radio-électriques :	Chefs de section des centraux télégraphiques et téléphoniques :
A.O.F. 7	A.O.F. 11
A.E.F. 1	A.E.F. 1
Madagascar . . . 2	C.F.S. 1
Total 10	Madagascar . . . 1
	Cameroun 1
Chefs de section des installations radioélectriques :	Total 15
A.O.F. 7	Inspecteurs et inspecteurs adjoints des centraux télégraphiques et téléphoniques :
A.E.F. 4	A.O.F. 19
Cameroun 3	A.E.F. 6
Madagascar . . . 5	Cameroun 4
Total 19	E.F.O. 1
Inspecteurs et inspecteurs adjoints des installations radioélectriques :	Madagascar . . . 7
A.O.F. 59	Togo 2
A.E.F. 14	Total 39
Cameroun 12	Inspecteurs et inspecteurs adjoints des installations télégraphique et téléphoniques :
C.F.S. 2	A.O.F. 8
Madagascar . . . 8	Nouvelle-Calédonie . 1
Togo 3	Total 9
Détachés 3	Personnel supérieur :
Total 101	Total A 778

B. — Personnel de contrôle et de maîtrise.

Chefs de centre radioélectriciens :	Contrôleurs principaux et contrôleurs (branche postale) :
A.O.F. 7	A.E.F. 8
A.E.F. 8	Cameroun 12
Cameroun 5	Madagascar . . . 7
Nouvelle-Calédonie . 1	Nouvelle-Calédonie . 1
Madagascar . . . 3	Total 28
Total 24	Contrôleurs principaux et contrôleurs des installations radioélectriques :
Chefs et sous-chefs de poste radioélectriciens :	A.O.F. 1
A.O.F. 29	Cameroun 2
A.E.F. 3	Madagascar . . . 1
Cameroun 9	Détaché 1
C.F.S. 1	Total 5
E.F.O. 1	
Madagascar . . . 4	
Togo 1	
Wallis et Futana . 1	
Total 49	

Contrôleurs principaux et contrôleurs des centraux télégraphiques et téléphoniques :	Contrôleurs du service des lignes :
Cameroun 2	A.O.F. 4
Madagascar . . . 2	A.E.F. 1
Total 4	Cameroun 1
	Madagascar . . . 4
Conducteurs des installations télégraphiques et téléphoniques :	Détaché 1
A.O.F. 7	Total 11
A.E.F. 1	
Togo 1	Conducteurs du service des lignes :
Total 9	A.O.F. 4
Vérificateurs principaux et vérificateurs des installations télégraphiques et téléphoniques :	Cameroun 2
A.O.F. 16	Madagascar . . . 1
A.E.F. 2	Total 7
Cameroun 8	Chefs d'équipe principaux et chefs d'équipe du service des lignes :
Madagascar . . . 7	A.O.F. 19
Détaché 1	A.E.F. 4
Total 34	Cameroun 5
Total général (A et B) 992	Madagascar . . . 14
	Togo 1
	Total 43
	Personnel de contrôle et de maîtrise :
	Total B . . . 214

ARRETE N° 660-56/C. du 22 juillet 1956 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 23 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté interministériel du 23 juin 1956 relatif aux rémunérations des personnels de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.

ARRETE interministériel du 23 juin 1956 relatif aux rémunérations des personnels de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi n° 550 du 11 octobre 1943 portant création de l'office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer, ensemble le décret n° 53-1127 du 17 novembre 1953 portant réorganisation de la recherche scientifique et technique d'outre-mer;

Vu le décret n° 55-1172 du 3 septembre 1955 organisant le régime administratif et financier de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer, particulièrement ses articles 8 et 10;

Vu le décret n° 45-1367 du 20 juin 1945 relatif au statut des personnels de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer, ensemble le décret n° 56-104 du 24 janvier 1956 qui l'a modifié,

ARRETTENT :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 19 mai 1952 est abrogé en ce qui concerne l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer.

ART. 2. — Les rémunérations du directeur et du secrétaire général de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer sont fixées par référence aux indices hiérarchiques nets suivants :

Directeur :	Secrétaire général :
3 ^e échelon 800	
2 ^e échelon 780	Echelou unique . . . 700
1 ^{er} échelon 750	

ART. 3. — Les rémunérations du personnel de gestion de la recherche des services centraux de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer sont fixées par référence aux indices hiérarchiques nets suivants :

Chef de service :	3 ^e catégorie :
3 ^e échelon 600	7 ^e échelon 305
2 ^e échelon 575	6 ^e échelon 285
1 ^{er} échelon 550	5 ^e échelon 265
	4 ^e échelon 245
	3 ^e échelon 225
	2 ^e échelon 205
	1 ^{er} échelon 185
1 ^{re} catégorie :	4 ^e catégorie :
4 ^e échelon 500	9 ^e échelon 230
3 ^e échelon 474	8 ^e échelon 218
2 ^e échelon 447	7 ^e échelon 210
1 ^{er} échelon 420	6 ^e échelon 202
	5 ^e échelon 196
	4 ^e échelon 185
2 ^e catégorie :	3 ^e échelon 172
3 ^e échelon 410	2 ^e échelon 155
2 ^e échelon 370	1 ^{er} échelon 130
1 ^{er} échelon 330	

ART. 4. — Le directeur de l'office de la recherche scientifique et technique outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et aura effet du 1^{er} janvier 1955.

Fait à Paris, le 23 juin 1956.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Jean FILIPPI.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,
et par délégation :

Le directeur de la fonction publique,
Pierre CHATENET.

ARRETE N° 659-56/C. du 22 juillet 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-637 du 26 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-637 du 26 juin 1956 portant revalorisation des soldes et indemnités des personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission,

Le Secrétaire Général.

J. RIGAL

DECRET N° 56-637 du 26 juin 1956 portant revalorisation des soldes et indemnités des personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre de la défense nationale et des forces armées, du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 fixant les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires;

Vu le décret du 20 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'ordonnance n° 45-1300 du 23 juin 1945 portant réforme générale du régime de solde des militaires et assimilés des armées de terre, de mer et de l'air;

Vu le décret n° 45-0157 du 28 décembre 1945 fixant le régime de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies;

Vu le décret n° 47-2163 du 10 novembre 1947 fixant le régime de solde et d'indemnités applicables aux militaires non officiers ressortissants des territoires relevant du département de la France d'outre-mer, en service dans ces territoires;

Vu le décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951 fixant le régime de rémunération et des prestations familiales des militaires à solde mensuelle et à solde spéciale progressive entretenus au compte du budget du ministère de la France d'outre-mer dans les territoires relevant de ce ministère;

Vu le décret n° 51-1186 du 11 octobre 1951 relatif à la prise en compte du supplément familial de solde dans le calcul de l'indemnité différentielle prévue à l'article 12 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951;

Vu le décret n° 51-1187 du 11 octobre 1951 portant extension du complément provisoire de solde aux personnels militaires en service dans les territoires relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 52-384 du 4 avril 1952 portant extension aux militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 51-1129 du 26 septembre 1951 portant majoration des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 54-1426 du 3 novembre 1954 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer des dispositions du décret n° 54-540 du 26 mai 1954 relatif aux traitements, soldes et indemnités des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 55-866 du 30 juin 1955 portant remise en ordre des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 55-1425 du 29 octobre 1955 portant extension aux personnels militaires en service dans les territoires d'outre-mer relevant de l'autorité du ministre de la France d'outre-mer des dispositions du décret n° 55-495 du 10 mai 1955 portant majoration des émoluments soumis à retenues des personnels civils et militaires de l'Etat;

Le conseil des ministres entendu.

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux personnels militaires en service dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer énumérés ci-après : Afrique occidentale française, Togo, Cameroun, Afrique équatoriale française, Madagascar et dépendances, territoire des Comores, Côte française des Somalis, Saint-Pierre et Miquelon, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Nouvelles-Hébrides, îles Wallis et Futana et Terres australes et antarctiques françaises.

ART. 2. — Aux indices nets prévus par le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 sont substitués, pour le calcul des rémunérations, des indices bruts, conformément au tableau de correspondance annexé au présent décret.

ART. 3. — Les émoluments qui, pour les personnels énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, sont soumis à retenue sont calculés en multipliant le traitement afférent à l'indice 100 par l'indice brut qui leur est affecté.

Le traitement afférent à l'indice 10 est fixé à 160.000 F à compter du 1^{er} avril 1956.

Il s'y ajoute, à compter de cette même date, un complément soumis à retenue fixé uniformément à 10.000 F.

ART. 4. — A compter du 1^{er} octobre 1955, le supplément familial de solde pris en compte dans le calcul de l'indemnité différentielle par le décret n° 51-1186 du 11 octobre 1951 et les textes qui l'ont modifié sera calculé de la façon suivante :

L'élément fixe, les taux en vigueur pour le calcul de l'élément proportionnel ainsi que le mode de cal-

cul du supplément pour les traitements inférieurs au triple de la rémunération afférente à l'indice 100 sont inchangés.

Les taux fixés pour l'élément proportionnel s'appliquent, concernant les traitements excédant le triple du traitement affecté à l'indice 100, à la fraction des émoluments soumis à retenue pour pension ne dépassant pas le sextuple de ceux alloués à l'indice 100.

ART. 5. — Les nouveaux montants des émoluments résultant de l'application du présent décret entrent en compte pour le calcul :

Du complément spécial prévu par l'article 2 (alinéa 1^{er}) de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 et réglementé par les articles 3 et 4 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951.

De l'indemnité d'éloignement et du supplément familial prévus par l'article 2 (alinéa 2) de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950 et réglementé par l'article 7 du décret n° 51-1185 du 11 octobre 1951.

ART. 6. — L'indemnité résidentielle de cherté de vie sera allouée aux personnels militaires dans les mêmes conditions et aux mêmes taux qu'aux personnels civils d'assimilation correspondante.

ART. 7. — Les nouveaux montants des émoluments établis en francs métropolitains sont payés pour leur contre-valeur en monnaie locale, d'après la parité en vigueur au cours de la période sur laquelle porte la liquidation multipliée par l'index de correction applicable à la solde de base.

ART. 8. — Les dispositions du présent décret ne peuvent avoir pour effet de réduire la rémunération globale que percevaient les intéressés à compter du 1^{er} octobre 1955 sous l'empire du décret n° 55-1425 du 29 octobre 1955.

ART. 9. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de la défense nationale et des forces armées, le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 juin 1956.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

Maurice BOURGÈS-MAUNOURY.

Le ministre des affaires économiques et financières,

Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat aux forces armées (terre),

Max LEJEUNE.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILIPPI.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Pierre MÉTAYER.

Barème de conversion des indices nets en indices de traitement.

PREMIÈRE PARTIE. — Conversion des indices nets de 100 à 599 (point par point).

INDICES nets	INDICES DE TRAITEMENT									
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
100	100	101	102	103	104	105	106	108	109	110
110	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124
120	125	126	127	128	130	135	136	137	138	139
130	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149
140	150	151	153	154	156	160	161	162	163	164
150	165	166	167	168	169	170	171	172	173	175
160	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189
170	190	191	192	193	194	200	201	202	203	204
180	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214
190	215	216	217	218	219	225	226	227	228	229
200	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239
210	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254
220	255	256	257	259	261	265	266	267	268	269
230	270	271	272	273	275	280	281	282	283	284
240	285	286	287	288	289	290	291	293	294	296
250	300	301	302	303	304	305	306	307	309	310
260	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324
270	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339
280	340	342	343	344	346	350	351	352	353	354
290	355	356	357	359	360	365	366	367	368	369
300	370	371	372	373	375	380	381	382	383	384
310	385	386	387	388	389	390	392	393	395	396
320	400	401	402	403	404	405	406	408	409	410
330	415	416	417	418	419	420	421	422	424	425
340	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439
350	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454
360	455	457	458	459	461	465	466	467	468	469
370	470	471	472	474	475	480	481	482	483	484
380	485	486	487	488	490	495	496	497	498	499
390	500	501	502	503	504	505	507	508	510	511
400	515	516	517	518	519	520	521	523	524	525
410	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539
420	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554
430	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569
440	570	571	573	574	576	580	581	582	583	584
450	585	586	587	589	590	595	596	597	598	599
460	600	601	602	604	605	610	611	612	613	614
470	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629
480	635	636	637	638	639	645	646	647	648	649
490	650	651	652	654	656	660	661	662	663	664
500	665	667	669	670	672	675	676	677	678	680
510	685	686	687	688	689	690	692	693	695	697
520	700	701	702	704	705	710	711	712	713	714
530	715	717	718	720	722	725	726	727	729	730
540	735	736	737	738	739	740	742	744	745	747
550	750	751	751	753	755	760	761	762	763	764
560	765	766	768	770	771	775	776	777	778	780
570	785	786	787	788	789	790	791	793	795	797
580	800	801	802	803	805	810	811	812	813	814
590	815	817	818	820	822	825	826	827	828	830

DEUXIÈME PARTIE. — *Conversion des indices nets de 600 à 800 (de cinq en cinq points).*

INDICES nets.	INDICES de traitement.	INDICES nets.	INDICES de traitement.	INDICES nets.	INDICES de traitement.	INDICES nets.	INDICES de traitement.	INDICES nets.	INDICES de traitement.
600	835	645	910	685	975	725	1.040	765	1.105
605	840	650	915	690	985	730	1.050	770	1.115
610	850	655	925	695	990	735	1.060	775	1.125
615	860	660	935	700	1.000	740	1.065	780	1.130
620	865	665	940	705	1.010	745	1.075	785	1.140
625	875	670	950	710	1.015	750	1.085	790	1.145
630	885	675	960	715	1.025	755	1.090	795	1.155
635	890	680	965	720	1.035	760	1.100	800	1.165
640	900								

ARRETE No 654-56/C. du 22 juillet 1956 promulguant au Togo le décret no 56-668 du 3 juillet 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret no 56-668 du 3 juillet 1956 rendant applicable le décret no 55-930 du 11 juillet 1955 relatif à la notation des fonctionnaires aux personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer régis par le décret du 27 octobre 1950.

ART. 2. — Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1956

Pour le Commissaire de la République en mission,

Le Secrétaire Général

J. RIGAL.

DECRET No 56-668 du 3 juillet 1956 rendant applicable le décret no 55-930 du 11 juillet 1955 relatif à la notation des fonctionnaires aux personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer régis par le décret du 27 octobre 1950.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret no 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19

octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret no 49-897 du 28 juin 1949 portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions générales du titre IV de la loi du 19 octobre 1946 relatif à la notation et à l'avancement des fonctionnaires, modifié par décret no 51-874 du 9 juillet 1951;

Vu le décret no 55-930 du 11 juillet 1955 fixant les éléments et le barème servant de base à l'établissement de la note chiffrée des fonctionnaires;

Vu le décret no 53-294 du 31 mars 1953 relatif à la notation et à l'avancement des fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le cadre des dispositions du décret no 53-294 du 31 mars 1953, le décret no 55-930 du 11 juillet 1955 est rendu applicable aux personnels relevant du ministère de la France d'outre-mer régis par le décret no 50-1348 du 27 octobre 1950.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret seront applicables dès les opérations de la notation de l'année 1956 en vue des avancements à intervenir à partir de l'année 1957.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et inséré au Bulletin officiel du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 3 juillet 1956.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,
Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières,
Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILLIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,*

Pierre MÉTAYER.

ARRETE N° 678-56/C. du 28 juillet 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-690 du 7 juillet 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR.

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-690 du 7 juillet 1956 modifiant le décret du 6 janvier 1937 portant organisation de l'inspection des affaires administratives dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 juillet 1956.

J. BÉRARD.

DECRET N° 56-690 du 7 juillet 1956 modifiant le décret du 6 janvier 1937 portant organisation de l'inspection des affaires administratives dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

Le président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières, du secrétaire d'Etat au budget et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret du 6 janvier 1937 portant organisation de l'inspection des affaires administratives dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer et les textes qui l'ont modifié,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les paragraphes 2° 4° et 5° de l'article 1er du décret susvisé du 6 janvier 1937 sont modifiés comme suit :

« 2° En Afrique occidentale française : trois emplois pour chacun des territoires du Sénégal, du Soudan, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée, deux emplois pour chacun des territoires du Dahomey et de la Haute-Volta, un emploi pour chacun des territoires du Niger et de la Mauritanie;

« 4° A Madagascar, trois emplois;

« 5° Au Cameroun, quatre emplois ».

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 7 juillet 1956.

Guy MOLLET.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires économiques et financières,

Paul RAMADIER.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Jean FILLIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil,
chargé de la fonction publique,*

Pierre MÉTAYER.

ARRETE ministériel du 16 juillet 1956 fixant les effectifs du personnel du cadre des ingénieurs des travaux météorologiques de la France d'outre-mer, pour l'année 1956.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 16 juillet 1956, les effectifs du personnel du cadre général des ingénieurs des travaux météorologiques de la France d'outre-mer ont été fixés et répartis comme suit, pour l'année 1956 :

TERRITOIRES	INGENIEURS DE CLASSE EXCEPTIONNELLE, INGENIEURS
	INGENIEURS ADJOINTS ET STAGIAIRES
Afrique occidentale française.	58
Afrique équatoriale française.	29
Cameroun	24
Madagascar	21
Nouvelle-Calédonie	2
Togo	4
Etablissements français de l'Océanie	0
Côte française des Somalis .	2
Saint-Pierre et Miquelon .	0
Terres australes et antarcti- ques françaises	2
Administration centrale . .	1
Détachements	7
Total	150

Santé

ARRETE N° 650-56/C. du 18 juillet 1956 promulguant au Togo les arrêtés interministériels du 22 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1^o — L'arrêté interministériel du 22 juin 1956 appliquant aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo diverses dispositions de précédents arrêtés concernant les concours, examens et conditions d'admission dans les écoles de sages-femmes;

2^o — L'arrêté interministériel du 22 juin 1956 fixant le règlement modèle sur le régime intérieur des écoles de sages-femmes dans les territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission;

Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.

ARRETE interministériel du 22 juin 1956 portant application aux territoires d'outre-mer, au Cameroun et au Togo de diverses dispositions de précédents arrêtés concernant les concours, examens et conditions d'admission dans les écoles de sages-femmes.

Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,

Vu la loi du 17 mai 1943, modifiée par la loi du 24 avril 1944, organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme, ensemble le décret n° 46-2281 du 16 octobre 1946, modifié par les décrets des 14 avril 1948, 12 mai 1949, 18 mai 1950 et 14 juin 1951, réglementant le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes et les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme;

Vu l'arrêté interministériel du 14 juin 1944 agréant le programme d'enseignement des trois années d'études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme et l'arrêté du 28 avril 1953 approuvant le programme de la première année mixte avec celui de la première année des études d'infirmières et d'assistantes sociales;

Vu l'arrêté du 17 avril 1947, modifié par l'arrêté du 24 avril 1942, relatif à l'organisation des examens de passage de deuxième en troisième année et à l'examen du diplôme d'Etat de sage-femme;

Vu l'arrêté du 11 août 1950 relatif au stage probatoire des élèves sages-femmes;

Vu l'arrêté du 27 février 1951 énonçant les diplômes donnant accès au concours d'entrée aux écoles de sages-femmes;

Vu le décret n° 56-306 du 23 mars 1956 organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-605 du 14 juin 1956 organisant le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes et les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement des écoles de sages-femmes;

ARRESENT :

ARTICLE PREMIER. — Sont applicables aux territoires d'outre-mer et aux territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo les articles des arrêtés ci-après fixant le programme d'enseignement organisant les concours d'entrée, les examens et les stages et déterminant les conditions d'admission dans les écoles susvisées :

Les articles 1^{er} des arrêtés interministériels du 14 juin 1944 et du 28 avril 1953;

Les six premiers articles de l'arrêté du 17 avril 1947, modifié par l'arrêté du 24 avril 1948;

L'article 1^{er} de l'arrêté du 11 août 1950;

L'article 1^{er} de l'arrêté du 27 février 1951.

ART. 2. — Le directeur du service de santé et le directeur de l'enseignement et de la jeunesse du ministère de la France d'outre-mer, le directeur général de l'enseignement supérieur et le directeur de l'hygiène publique et des hôpitaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 juin 1956.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Gaston DEFFERRE.

Le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,
René BILLÈRES.

Le secrétaire d'Etat à la santé publique
et à la population,
André MAROSELLI.

ARRETE interministériel du 22 juin 1956 fixant le règlement modèle sur le régime intérieur des écoles de sages-femmes dans les territoires d'outre-mer.

Le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la population et le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi du 17 mai 1943, modifiée par la loi du 24 avril 1944, organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme, ensemble le décret n° 46-2281 du 16 octobre 1946, modifié par les décrets des 14 avril 1948, 12 mai 1949, 18 mai 1950 et 14 juin 1951 réglementant le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes et les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme;

Vu l'arrêté du 10 septembre 1947 publiant le règlement intérieur modèle des écoles de sages-femmes;

Vu le décret n° 56-306 du 23 mars 1956 organisant les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 56-605 du 14 juin 1956 réglementant le concours d'entrée aux écoles de sages-femmes et les études préparatoires au diplôme d'Etat de sage-femme dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'avis du conseil de perfectionnement des sages-femmes,

ARRETTENT :

ARTICLE PREMIER. — Le règlement modèle dont le texte est annexé au présent arrêté est rendu applicable dans les écoles de sages-femmes fonctionnant dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population et le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 juin 1956.

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

*Le ministre de l'éducation nationale,
de la jeunesse et des sports,*
René BILLÈRES.

*Le secrétaire d'Etat à la santé publique
et à la population,*
André MAROSELLI.

REGLEMENT MODELE

SUR LE RÉGIME INTÉRIEUR DES ÉCOLES DE SAGES-FEMMES DANS LES TERRITOIRES RELEVANT DU MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

TITRE PREMIER

Admission des élèves. — Administration générale.

Article Premier.

L'entrée des élèves a lieu chaque année le 1^{er} octobre, ou le 2 si le 1^{er} est un dimanche, le 3 si le 1^{er} est un samedi.

La durée des études est de trois ans.

Article 2.

Les élèves sont admises à l'école dans les conditions du décret du 14 juin 1956, à la suite d'un concours national, l'affectation étant faite par le ministre de la France d'outre-mer. Elles doivent effectuer un stage probatoire de trois mois, au cours desquels il sera prononcé sur leur admission définitive.

Des bourses peuvent être accordées par les groupes de territoires ou les territoires. Le cumul des deux ne pouvant avoir pour effet de porter le total au delà du maximum fixé par arrêté. Les conditions d'attribution des bourses sont fixées par arrêté des chefs de territoires.

Article 3.

Conformément aux dispositions du décret du 14 juin 1956 et de l'arrêté interministériel pris en application, les élèves subissent au cours de leurs études deux examens de passage à la fin de la première et de la deuxième année, l'examen de troisième année,

qui porte sur la totalité des matières enseignées dans les deux dernières années, comptant pour la délivrance du diplôme d'Etat.

Article 4.

Le fonctionnement de l'école est surveillé par le directeur général ou le directeur de la santé publique du ressort et un représentant du recteur d'académie ou du directeur de l'enseignement.

Le prix de pension est fixé chaque année avant la rentrée par un arrêté des hauts commissaires, gouverneurs ou chefs de territoires intéressés.

TITRE II

Enseignement. — Stages.

Article 5.

L'élève est à l'école pour apprendre sa profession et ne doit pas être utilisée à d'autres fins. Elle ne doit en aucun cas remplacer le personnel d'exploitation, mais elle assiste le personnel enseignant.

Article 6.

L'enseignement donné à l'école est à la fois théorique et pratique; il est conforme au programme fixé par arrêté interministériel.

La répartition, dans chaque année, de l'étude des matières du programme est faite sous la responsabilité du directeur de l'école.

Article 7.

Les élèves de deuxième et de troisième année font, à tour de rôle, en présence et sous la direction des monitrices sages-femmes, des accouchements à la maternité annexée à l'école.

Une élève de deuxième ou troisième année est plus spécialement chargée de chaque accouchement. A cet effet, un tableau qui détermine l'ordre du tour pour les accouchements est affiché dans la salle de travail. Seule, l'élève désignée assiste en principe à chaque accouchement. Toutefois, en présence d'un cas intéressant d'accouchement ou d'intervention chirurgicale, le directeur ou la maîtresse sage-femme peut décider d'y faire assister les autres élèves.

Article 8.

L'élève est tenue de visiter l'accouchée deux fois par jour afin d'observer tout ce que présente l'état ordinaire des couches, d'en faire part à la maîtresse sage-femme et au professeur lors de leurs visites, auxquelles elle est tenue d'assister, et de rédiger avec exactitude les bulletins de clinique qui restent à la disposition du professeur.

L'élève qui a participé à l'accouchement doit, en principe, assurer ses soins à la femme jusqu'à complet rétablissement.

Article 9.

Le service d'isolement, complètement indépendant, est assuré par un service spécial : sage-femme monitrice et groupes d'élèves qui se relaient suivant un service de garde organisé.

Article 10.

Le jour, ainsi que la nuit, s'il en est besoin, une élève de deuxième ou de troisième année est placée de grade dans la salle des femmes accouchées. Chacune des élèves est appelée à son tour à faire ce service, établi par un état de roulement arrêté par la maîtresse sage-femme.

Article 11.

L'élève placée de grade à la maternité rentre à l'école à l'heure des leçons. Il lui est interdit d'y venir en dehors de ces heures.

La sage-femme monitrice veille pendant ce temps sur les accouchées.

Article 12.

Il est interdit aux élèves de procurer des aliments d'aucune sorte aux femmes en couches, ou de faire pour elles des achats.

Elles ont envers les malades les mêmes devoirs de bonté, de dévouement et de respect que tout le personnel de la maternité.

Elles sont rigoureusement tenues à l'observation du secret professionnel.

Article 13.

Il est tenu un livret scolaire et un dossier pour chaque élève.

TITRE III

Surveillance médicale des élèves

Article 14.

Les élèves passent à l'entrée à l'école une visite médicale complète, comprenant obligatoirement un examen radiologique, et il est établi à leur nom un carnet de santé du modèle annexé au présent règlement. Si elles ne le sont déjà, elles sont vaccinées contre la diphtérie et la typhoïde; il est pratiqué une cuti-réaction à la tuberculine.

L'examen radiologique et la cuti-réaction sont renouvelés au début de chaque année scolaire.

Elles sont pesées tous les mois et visitées deux fois par an par un médecin.

Toute élève fatiguée ou malade devra en informer immédiatement la maîtresse sage-femme qui, seule, pourra l'autoriser à ne pas effectuer son service ou ses études et, le cas échéant, la présentation à la visite médicale.

En cas de nécessité, l'élève sera soignée, sauf avis contraire des parents, avisés par la direction, dans un service des hôpitaux aux frais de l'administration.

La durée maxima de la gratuité des soins est de trois mois.

TITRE IV

Discipline générale.

Article 15.

Le régime normal de l'école est l'internat; toutefois, exceptionnellement, les élèves mariées peuvent

en être dispensées par décision des hauts commissaires, gouverneurs ou chefs de territoires.

Les élèves ont droit à une sortie de trente-six heures par semaine, par roulement.

Les élèves majeures sont libres aux heures de sortie.

Le régime de sortie des élèves mineures est celui des élèves de même âge des internats de lycées et collèges.

Les élèves peuvent recevoir au parloir tous les jours, aux heures de récréation, la visite de leurs parents ou, si elles sont mineures, des personnes autorisées par leurs parents.

Les élèves obtiennent par roulement les congés minima suivants :

Noël et jour de l'An : huit jours;

Pâques : huit jours;

Grandes vacances : un mois et demi.

Article 16.

Toutes les facilités sont données aux élèves pour l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Article 17.

L'emploi du temps est, en principe, ainsi fixé :

Lever : six heures en été, six heures trente en hiver;

Petit déjeuner : sept heures trente;

Huit heures à onze heures : soins aux mères et aux nouveaux-nés;

Onze heures à midi : leçon de professeur;

Douze heures à quatorze heures : déjeuner; récréation; soins personnels;

Quatorze heures à quinze heures : études;

Quinze heures à dix-sept heures : soins dans les salles d'accouchées;

Dix-sept heures à dix-sept heures trente : goûter; récréation;

Dix-sept heures trente à dix-huit heures trente : leçon du professeur

Dix-huit heures trente à vingt et une heures : travail personnel; soins personnels; dîner (dix-neuf heures);

Coucher : vingt et une heures en hiver, vingt-deux heures en été.

L'heure des différents exercices est marquée par un moyen sonore.

NOTA. — L'horaire des cours peut varier suivant les écoles. Il est différent suivant les années d'inscription des élèves. Le professeur directeur décide des heures de cours.

Article 18.

Chaque élève fait elle-même son lit.

Les élèves sont obligatoirement dispensées de tout travail à la cuisine ou au réfectoire. Les monitrices prennent en principe leurs repas avec les élèves sages-femmes.

Article 19.

Les élèves doivent en tout temps avoir la mise la plus soignée possible. La plus grande propreté du corps et de la toilette est exigée.

Chaque élève sage-femme doit avoir deux tenues :

Une tenue blanche d'hôpital;

Une tenue d'étude (noire ou couleur).

Aucune tenue n'est exigée pour les sorties en ville.

Chaque élève apporte, en plus de son trousseau, son couvert.

Article 20.

Les élèves chargées des accouchements sont appelées à la maternité par un signal convenu. Elles ne peuvent quitter l'école qu'après en avoir avisé la maîtresse sage-femme ou la surveillante.

Article 21.

Les élèves appelées à faire un service à la maternité, aux différentes heures indiquées pour les soins aux femmes en couches, s'y rendent accompagnées de la sage-femme monitrice. Elles doivent rentrer à l'école sitôt que les soins à donner aux femmes et aux enfants sont terminés.

Elles ne peuvent rester à la maternité sans permission spéciale de la maîtresse sage-femme ou de l'un des professeurs.

Article 22.

Si dans l'intervalle des heures de service une ou plusieurs élèves ont à donner de soins spéciaux à leurs malades, la maîtresse sage-femme ou le professeur les autorise à se rendre à la maternité.

Article 23.

Il est expressément interdit aux élèves de recevoir en dépôt aucun objet, quelle qu'en soit la nature, appartenant aux accouchées.

Il est également interdit aux élèves d'aller chez les femmes enceintes; à moins que l'une de ces dernières ne réclame de prompts secours et que le personnel de la maternité soit empêché ou réclame le concours de l'élève.

Les élèves de garde ou de service à la maternité ne doivent avoir aucun rapport avec les personnes étrangères de l'établissement.

Il leur est défendu de se charger de la correspondance des femmes admises à la maternité.

Toutes contraventions aux dispositions qui précèdent entraînent l'application de peines disciplinaires.

Article 24.

Des récompenses sont décernées chaque année aux meilleures élèves suivant des modalités réglées par le directeur de l'école.

Sanctions disciplinaires.

Article 25.

Le conseil de discipline de l'école comprend :

Le directeur, président;

Un membre de la commission administrative de l'hôpital; s'il y a lieu;

Un professeur;

La sage-femme en chef;

Une monitrice;

Une élève de troisième année désignée par ses camarades au début de chaque année scolaire et au vote secret.

Article 26.

En cas d'infraction à la discipline ou de défaut de travail, les élèves peuvent encourir les sanctions suivantes :

La réprimande simple;

La privation de sortie;

Le blâme public avec privation de sortie;

L'exclusion temporaire;

L'exclusion définitive.

Les deux premières sanctions sont infligées par le directeur ou la sage-femme en chef.

La troisième par le directeur.

Les deux dernières par le conseil de discipline statuant à la majorité des voix, l'élève entendue.

Les trois dernières sanctions figurent au dossier de l'élève.

**Régime juridique, administratif et financier
des aérodromes**

ARRETE N° 617-56/C. du 6 juillet 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-623 du 22 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-623 du 22 juin 1956 fixant les modalités d'application aux aérodromes appartenant à l'Etat et situés dans les territoires d'outre-mer du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission;
Le Secrétaire Général,

J. RIGAL.

DECRET N° 56-623 du 22 juin 1956 fixant les modalités d'application aux aérodromes appartenant à l'Etat et situés dans les territoires d'outre-mer du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières, du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme;

Vu l'ordonnance n° 45-2401 du 18 octobre 1945 relative au fonctionnement de l'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer;

Vu le décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique, et notamment l'article 27;

Vu le décret n° 54-528 du 25 avril 1954 fixant la liste des redevances d'aéroport soumises à une réglementation établie par arrêté interministériel;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er}, 2, 13, 14, 16, 17, 18, 19 (trois premiers alinéas), 20, 23 (trois premiers alinéas), 24, 25 et 28 du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique sont applicables aux aérodromes appartenant à l'Etat et situés dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer, sous réserve des adaptations prévues aux articles ci-après.

ART. 2. — L'ouverture et la fermeture à la circulation aérienne publique sont prononcées après enquête technique par arrêté conjoint du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer contre-signe les décrets en conseil d'Etat approuvant les cahiers des charges types des concessions d'outillage public et des autorisations d'outillage privé avec obligation de service public, ainsi que les cahiers des charges non conformes aux cahiers des charges types. Il signe les arrêtés interministériels délivrant les concessions ou autorisations conformes aux cahiers des charges types.

ART. 4. — Les pouvoirs incombant aux préfets en vertu du quatrième alinéa de l'article 18 du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 sont exercés outre-mer par les chefs de territoire.

ART. 5. — Le ministre de la France d'outre-mer signe, conjointement avec le ministre chargé de l'aviation marchande, les arrêtés interministériels prévus au premier alinéa de l'article 19 du décret du 24 septembre 1953.

Le quatrième alinéa de cet article est ainsi modifié :

« Les décisions en cause devront, avant leur mise en application, être communiquées au chef du ter-

ritoire. Au cas où le montant des redevances ainsi fixées ne serait pas approprié au service rendu, il pourrait être modifié par arrêté du chef du territoire, sous réserve de recours du prestataire auprès du ministre de la France d'outre-mer, qui se prononce conjointement avec le ministre chargé de l'aviation marchande. »

ART. 6. — Les mesures prévues au deuxième alinéa de l'article 23 feront l'objet de décisions conjointes du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 7. — Le décret n° 54-528 du 25 avril 1954, fixant la liste des redevances d'aéroport soumises à une réglementation établie par arrêté interministériel, est applicable aux aérodromes appartenant à l'Etat et situés dans les territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

ART. 8. — Des arrêtés conjoints du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre de la France d'outre-mer fixeront, s'il y a lieu, les modalités d'application du présent décret.

ART. 9. — Le ministre des affaires économiques et financières, le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat aux travaux publics, aux transports et au tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Bulletin officiel* de la France d'outre-mer et au *Journal officiel* des territoires intéressés.

Fait à Paris, le 22 juin 1956.

Guy MOLLET.

Par le Président du Conseil des Ministres :

Le ministre des affaires économiques et financières,
Paul RAMADIER.

Le ministre de la France d'outre-mer,
Gaston DEFFERRE.

Le secrétaire d'Etat aux travaux publics,
aux transports et au tourisme,
Auguste PINTON.

DECRET N° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des affaires étrangères, du ministre intérieur, du ministre de la défense nationale et des forces armées, du ministre de la reconstruction et du logement, du ministre de l'industrie et du commerce, du ministre de la France d'outre-mer, du secrétaire d'Etat au budget, du secrétaire d'Etat aux affaires

économiques, du secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile, du secrétaire d'Etat au commerce et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés,

Vu la loi du 17 août 1948 tendant au redressement économique et financier et notamment son article 7;

Vu la loi du 11 juillet 1953 portant redressement économique et financier, et notamment son article 7;

Vu l'ordonnance n° 45-2428 du 24 octobre 1945, portant création de l'aéroport de Paris;

Vu la loi n° 50-889 du 1^{er} août 1950 autorisant la ratification de la convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse et de ses annexes;

Le conseil d'Etat entendu;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

TITRE PREMIER.

Ouverture des aérodromes à la circulation aérienne publique.

ARTICLE PREMIER. — Est dit « ouvert à la circulation aérienne publique » un aérodrome dont l'usage a été autorisé à tous les aéronefs possédant des caractéristiques techniques compatibles avec celles de l'aérodrome.

ART. 2. — L'ouverture d'un aérodrome à la circulation aérienne publique est prononcée après enquête technique par arrêté du ministre chargé de l'aviation marchande.

La fermeture à la circulation aérienne publique intervient dans les mêmes formes.

Toutefois, lorsque des raisons de sécurité aérienne ou d'ordre public l'exige, un aérodrome peut être interdit temporairement à la circulation aérienne publique. Cette décision fait l'objet d'un avis aux navigateurs aériens.

ART. 3. — Les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique sont soumis au contrôle personnel de l'Etat.

TITRE II

Création des aérodromes destinés à la circulation aérienne publique.

ART. 4. — Les aérodromes destinés à la circulation aérienne publique peuvent être créés par l'Etat, par les collectivités publiques et les établissements publics, ainsi par les personnes physiques ou morales de droit privé répondant aux conditions fixées par un règlement d'administration publique conformément à l'article 29 ci-dessous.

ART. 5. — La création d'un aérodrome destiné à la circulation aérienne publique lorsqu'il n'appartient pas à l'Etat est subordonnée à la conclusion d'une convention entre le ministre chargé de l'aviation

marchande et la personne physique ou la personne morale de droit public ou de droit privé qui crée l'aérodrome; cette convention doit être approuvée par le ministre assurant la tutelle de la collection ou de l'établissement public intéressé. Elle sera également soumise à l'accord du ministre des finances et des affaires économiques, si elle implique des obligations financières à la charge d'Etat.

Cette convention, par référence au classement de l'aérodrome dans l'une des catégories prévues par la loi n° 46-2122 du 2 octobre 1946, fixe notamment :

a) Le programme et les caractéristiques de l'équipement à réaliser qui devra, par priorité, concerner l'infrastructure;

b) Les modalités financières de l'exécution des travaux et de l'exploitation;

c) Les mesures propres à maintenir l'aérodrome, ses annexes et ses dépendances dans l'état qu'exige la sécurité de la navigation aérienne et à permettre l'exercice des pouvoirs de police.

d) Les conditions propres à garantir la permanence de l'exploitation et l'adaptation de l'aérodrome aux besoins du trafic aérien.

ART. 6. — Le signataire de la convention visée à l'article 5 peut, avec l'accord du ministre, chargé de l'aviation marchande, confier à un tiers, agréé par le ministre, l'exécution de tout ou partie des obligations qui lui incombent du fait de la convention. Dans ce cas, le signataire et le tiers exploitant sont solidairement responsables à l'égard de l'Etat.

ART. 7. — Incombent à l'Etat :

a) L'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations qui sont destinées à assurer sur un aéro. le contrôle de la circulation aérienne;

b) Les frais et les indemnités qui pourraient résulter de l'établissement des servitudes instituées dans l'intérêt de la navigation aérienne.

Toutefois, la convention prévue à l'article 5 peut spécifier que son signataire prendra en charge tout ou partie des dépenses engagées par l'Etat, en application des dispositions du présent article.

ART. 8. — Incombent au signataire de la convention l'aménagement et l'entretien des ouvrages d'infrastructure ainsi que des bâtiments, installations et outillages nécessaires à l'exploitation commerciale.

Toutefois, après avis du conseil supérieur de l'aviation marchande, il peut être accordé au signataire une aide financière de l'Etat couvrant une partie des charges incombant audit signataire en application du premier alinéa du présent article.

ART. 9. — Sur les aérodromes de la métropole qui appartiennent à l'Etat, l'exécution du programme d'équipement peut être subordonnée à une participation financière des collectivités locales des syndicats de communes, des régions économiques, des chambres de commerce, des ports autonomes et des établissements publics intéressés.

ART. 10. — Le ministre chargé de l'aviation marchande met, le cas échéant, en demeure le signataire de la convention d'exécuter les travaux qui lui incombent en application de l'article 8.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet dans le délai imparti, le ministre pourra ordonner l'exécution d'office desdits travaux aux frais du signataire de la convention.

ART. 11. — Lorsque le signataire n'exécute pas les obligations qui lui incombent du fait de la convention prévue à l'article 5, le ministre, chargé de l'aviation marchande, prononce, s'il y a lieu, soit la mise en régie de l'exploitation de l'aérodrome aux frais du signataire de la convention, soit la résiliation de la convention.

Lorsque la résiliation a été prononcée et lorsque, après avis du conseil supérieur de l'aviation marchande, il a été reconnu que l'intérêt général justifie que l'aérodrome reste ouvert à la circulation aérienne publique, un décret en conseil d'Etat pourra prescrire le rachat des installations de cet aérodrome aux conditions prévues par la convention.

Sous réserve des droits que pourraient détenir les titulaires de concessions ou d'autorisations accordées antérieurement et non inclus dans le rachat, il pourra être alors décidé que l'aérodrome sera exploité directement par l'Etat, soit par un tiers désigné par lui.

ART. 12. — Pour des raisons de défense nationale, un décret rendu en conseil d'Etat pourra prescrire que l'Etat sera substitué temporairement ou définitivement à l'exploitation d'un aérodrome. Les conditions de cette substitution seront fixées par un règlement d'administration publique.

TITRE III

Concessions. Autorisations d'outillage privé avec obligation de service public.

ART. 13. — Les concessions accordées par l'Etat pour la construction, l'entretien et l'exploitation des aérodromes qui lui appartiennent sont soumises aux conditions ci-après :

Les cahiers des charges types des concessions sont approuvés par décret en conseil d'Etat pris sous le contreseing du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre des finances et des affaires économiques.

Les concessions qui ne portent pas dérogation au cahier des charges type sont accordées par arrêté interministériel. Les concessions qui portent dérogation au cahier des charges type sont accordées par décret en conseil d'Etat pris sous le contreseing du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre des finances et des affaires économiques.

ART. 14. — Sous réserve des droits des concessionnaires, des autorisations d'outillage privé avec obligation de service public peuvent être accordées sur un aérodrome appartenant à l'Etat en vue de créer et de gérer des installations commerciales ou

industrielles intéressant le trafic aérien et l'exploitation de l'aérodrome. Ces autorisations sont délivrées dans les conditions prévues pour les concessions à l'article 13 ci-dessus.

ART. 15. — Les collectivités publiques autres que l'Etat peuvent, sur les aérodromes qu'elles ont créés, être autorisées, par arrêté du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre, chargé de la tutelle de la collectivité intéressée, à octroyer des concessions ou des autorisations d'outillage privé avec obligation de service public.

Lorsque le cahier des charges est conforme à l'un des cahiers des charges type correspondants prévus à l'article 13, les concessions ou autorisations d'outillage privé avec obligation de service public sont accordés selon les règles propres aux concessions de la collectivité publique intéressée.

En cas de dérogation au cahier des charges, les concessions ou autorisations sont accordées par décret rendu en conseil d'Etat sur le rapport du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre de tutelle.

ART. 16. — L'octroi d'une concession sur un aérodrome ouvert à la circulation aérienne peut être subordonné à un engagement pris par le concessionnaire de couvrir, dans les conditions qui seront déterminées par son cahier des charges, le montant d'une participation aux charges qui incombent à l'autorité concédante.

ART. 17. — Les concessionnaires et les bénéficiaires d'autorisations sont habilités à percevoir, en rémunération des services rendus par eux, et dans les conditions fixées au titre IV ci-après, celles des redevances visées à l'article 18 qui sont prévues à leur cahier des charges.

TITRE IV

Dispositions financières

ART. 18. — Sur tout aérodrome ouvert à la circulation aérienne publique, les services rendus aux usagers et au public donnent lieu à une rémunération, sous la forme de redevances perçues au profit de la personne qui fournit le service, notamment à l'occasion des opérations suivantes :

Atterrissage des aéronefs;

Usage des dispositifs d'assistance à la navigation aérienne;

Stationnement et abri des aéronefs;

Usage des installations aménagées pour la réception des passagers et des marchandises;

Usage d'installations et d'outillage divers;

Occupation de terrains et d'immeubles;

Visite de tout ou partie des zones réservées de l'aérodrome.

Les redevances devront être appropriées aux services rendus.

Les redevances revenant à l'Etat; à des collectivités publiques et établissements publics; sont perçues par un comptable public.

Elles sont recouvrées selon les règles propres à la collectivité ou à l'établissement qui en bénéficie et, en ce qui concerne l'Etat, selon les règles prévues en matière de créances étrangères à l'impôt et aux domaines; en vertu de titres de perception émis par les préfets.

Lorsque les redevances sont perçues au comptant; leur encaissement peut être assuré par un régisseur.

ART. 19. — Un décret en conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre des finances; et des affaires économiques fixera la liste de celles des redevances prévues à l'article 18 dont les modalités d'établissement et de perception ainsi que les taux seront déterminés par arrêté ministériel après avis du conseil supérieur de l'aviation marchande.

Cette liste comportera en particulier les redevances pour atterrissage des aéronefs; pour usage des dispositifs d'assistance à la navigation aérienne; pour stationnement des aéronefs; pour usage des installations aménagées pour la réception des passagers et des marchandises et pour installation de distribution de carburants d'aviation.

Les redevances autres que celles visées au premier alinéa du présent article seront fixées par la personne qui fournit le service. Les décisions fixant ces redevances ne deviendront applicables à l'égard des usagers et du public que dix jours après qu'elles auront été portées à la connaissance de ces derniers soit par notifications individuelles; soit par affichage ou insertion dans le journal d'annonces légales.

Les décisions en cause devront, avant leurs mise en application être communiquées au ministre chargé de l'aviation marchande.

Au cas où le montant des redevances ainsi fixées ne serait pas approprié au service rendu; ces redevances pourraient être modifiées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'aviation marchande; du ministre des finances et des affaires économiques et, le cas échéant, si la personne fournissant le service est une collectivité ou un établissement public; du ministre de tutelle.

ART. 20. — Les redevances visées à l'article 18 sont dues par le seul fait de l'usage des ouvrages; installations, bâtiments et outillages qu'elles rémunèrent.

En cas de non paiement des redevances dues par l'exploitant de l'aéronef; l'exploitant de l'aérodrome est admis à requérir de l'autorité responsable de la circulation aérienne sur l'aérodrome; que l'aéronef y soit retenu jusqu'à consignation du montant des sommes en litige.

ART. 21. — Sur les aérodromes appartenant à l'Etat, un arrêté interministériel peut prescrire que la totalité ou une partie du produit de certaines

redevances visées à l'article 18 ci-dessus et qui n'auraient pas déjà été attribuées à un concessionnaire soit versée aux collectivités ou établissements publics énumérés à l'article 9 pour être affectée au financement de leur participation.

ART. 22. — Au cas où les ressources provenant de l'exploitation de l'aérodrome seraient insuffisantes pour permettre aux chambres de commerce; ports autonomes ou tous autres établissements publics d'assurer le financement de la participation mise à leur charge par les articles 9 et 16; ces établissements pourront; à titre exceptionnel, et avec l'accord des ministres intéressés; payer les dépenses restant à couvrir au moyen de toutes recettes qu'elles sont autorisées à percevoir et notamment; en ce qui concerne les chambres de commerce; ports autonomes ou tous autres établissements publics d'assurer le financement de la participation mise à leur charge par les articles 9 et 16; ces établissements pourront; à titre exceptionnel, et avec l'accord des ministres intéressés; payer les dépenses restant à couvrir au moyen de toutes recettes qu'elles sont autorisées à percevoir et notamment; en ce qui concerne les chambres de commerce; au moyen du produit des centimes additionnels à la patente.

Ces établissements publics pourront financer dans les mêmes conditions la part des dépenses d'équipement; d'entretien et d'exploitation leur incombant sur les aérodromes qu'ils ont créés ou dont ils sont concessionnaires.

TITRE V

Dispositions transitoires

ART. 23. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux aérodromes existants.

Le ministre chargé de l'aviation marchande est habilité à prendre ou provoquer toutes mesures ayant pour objet de régulariser la situation de ces aérodromes au regard du présent décret.

Sont maintenus ouverts à la circulation aérienne publique les aérodromes qui le sont à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Toutefois si le signataire de la convention ne prend pas les mesures propres à maintenir l'aérodrome; ses annexes et ses dépendances dans l'état qu'exige la sécurité de la circulation aérienne; à permettre l'exercice des pouvoirs de police et à garantir la permanence de l'exploitation; le ministre chargé de l'aviation marchande; peut après mise en demeure, prononcer soit la mise en régie de l'exploitation de l'aérodrome aux frais de l'exploitant; soit, le cas échéant; la résiliation de la convention en vertu de laquelle l'aérodrome a été créé.

En cas de résiliation; il peut être fait application des dispositions de l'article 11 (2^e et 3^e alinéas) du présent décret.

ART. 24. — Le présent décret ne fait pas obstacle au maintien des concessions; autorisations ou occupations accordées antérieurement à la publication.

En vue d'appliquer les dispositions du présent décret, les ministres intéressés sont habilités dans les formes prévues, le cas échéant, par les contrats existants, à conclure tous avenants ou contrats nouveaux et à prononcer toute résiliation comportant au besoin un régime transitoire.

ART. 25. — A défaut d'accord amiable et dans les cas prévus aux articles 23 et 24 ci-dessus, des décrets en conseil d'Etat détermineront les mesures que devront prendre les exploitants pour satisfaire aux dispositions du présent décret.

TITRE VI

Dispositions diverses

ART. 26. — Le présent décret ne porte pas atteinte au statut de l'aéroport de Paris tel qu'il résulte de l'ordonnance n° 45-2488 du 24 octobre 1945; ni à celui de l'aéroport de Bâle-Mulhouse tel qu'il résulte de la convention franco-suisse du 4 juillet 1949 et de ses annexes ratifiées en application de la loi n° 50-889 du 1^{er} août 1950.

Toutefois, les dispositions des articles 18, 19 et 20 sont applicables à l'aéroport de Paris.

L'aéroport de Bâle-Mulhouse est admis au bénéfice des mesures prévues par les articles 20 et 22.

ART. 27. — En ce qui concerne les aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique appartenant à l'Etat, le présent décret est applicable à l'Algérie. Il est également applicable, pour ces aérodromes, aux territoires ressortissants du ministre de la France d'Outre-Mer, sous réserve des adaptations nécessaires qu'apporteront des décrets en conseil d'Etat contresignés par ce ministre.

ART. 28. — Toutes les dispositions contraires au présent décret sont abrogées et notamment :

L'article 57 de la loi du 31 décembre 1921 instituant la taxe d'atterrissage;

L'article 50 de la loi du 30 juin 1923 approuvant le décret du 10 novembre 1922 pris en application de l'article 57 de la loi du 31 décembre 1921;

Les articles 27, 28 et 29 de la loi du 31 mai 1924, relative à la navigation aérienne;

Le décret n° 49-1177 du 25 juin 1949 portant homologation des textes ayant institué des taxes parafiscales dans le domaine de l'aviation civile; pris en application de l'article 261 du décret n° 48-980 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale conformément aux pouvoirs conférés au gouvernement par l'article 5 de la loi n° 48-1268 du 17 août 1948.

L'article 2 de la loi des finances n° 51-182 du 27 avril 1951 autorisant le versement de certaines taxes et redevances perçues pour le compte du trésor aux collectivités et établissements participant à l'équipement des aérodromes.

Toutefois, sur chaque aérodrome, les taxes actuellement perçues continueront à être jusqu'à la date

à laquelle les redevances prévues par le présent décret entreront en vigueur.

ART. 29. — Des règlements d'administration publique pris sous le contre-seing du ministre chargé de l'aviation marchande et du ministre des finances et des affaires économiques fixeront les modalités d'application du présent décret.

ART. 30. — Le ministre des finances et des affaires économiques, le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme; le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur; le ministre de la défense nationale et des forces armées; le ministre de la reconstruction et du logement, le ministre de l'industrie et du commerce; le ministre de la France d'Outre-Mer; le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire aux affaires économiques; le secrétaire d'Etat aux travaux publics, et à l'aviation civile et le secrétaire d'Etat au commerce; sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1953.

Joseph LAMUEL.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Jacques CHASTELLAIN.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Paul RIBEAIRE.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,
Léon MARTINAT D-DEPLAT.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,
R. PLEVEN.

Le ministre des finances et des affaires économiques,
Edgar FAURE.

Le ministre de l'industrie et du commerce,
Jean-Marie LOUVEL.

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, ministre de la France d'outre-mer, par intérim,
Jacques CHASTELLAIN.

Le ministre de la reconstruction et du logement,
Maurice LEMAIRE.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés,
Marc JACQUET.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Bernard LAFAY.

Le secrétaire d'Etat au budget,
Henri ULVER.

Le secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile,
Paul DEVINAT.

DECRET N° 54-528 du 25 avril 1954 fixant la liste des redevances d'aéroport soumises à une réglementation établie par arrêté interministériel.

Le Président du Conseil des Ministres,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre de la France d'outre-mer, du ministre l'industrie et du commerce et du ministre de la défense nationale et des forces armées;

Vu le décret n° 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aéroports, ouverts à la circulation aérienne publique, et notamment ses articles 19 et 27;

Le conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article 19 du décret n° 53-893 du 24 septembre 1953, les modalités d'établissement et de perception; ainsi que les taux des redevances pour :

- Atterrissage des aéronefs;
- Usage des dispositifs d'assistance à la navigation aérienne;
- Stationnement des aéronefs;
- Usage des installations aménagées pour la réception des passagers et des marchandises;
- Installation de distribution de carburants d'aviation, seront déterminés par arrêté interministériel après avis du conseil supérieur de l'aviation marchande.

ART. 2. — Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme; le ministre des finances et des affaires économiques; le ministre des affaires étrangères; le ministre de l'intérieur, le ministre de la France d'outre-mer, le ministre de l'industrie et du commerce, le ministre de la défense nationale et des forces armées, le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil; chargé des relations avec les Etats associés; le secrétaire d'Etat au budget, le secrétaire d'Etat aux affaires économiques, le secrétaire d'Etat au commerce et le secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 avril 1954.

Joseph LANIEL.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme,

Jacques CHASTELLAIN.

Le ministre des affaires étrangères,

Georges BIDAULT.

Le ministre de l'intérieur,

LÉON MARTINAUD-DEPLAT.

Le ministre de la défense nationale et des forces armées,

R. PLEVEN.

Le Ministre des Finances et des Affaires économiques;

Edgar FAURE.

Le ministre de l'industrie et du commerce,

Jean-Marie LOUVEL.

Le ministre de la France d'outre-mer,

Louis JACQUINOT.

Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé des relations avec les Etats associés;

Marc JACQUET.

Le secrétaire d'Etat au budget,

Henri ULVER.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Bernard LAFAY.

Le secrétaire d'Etat aux travaux publics et à l'aviation civile,

Paul DEVINAT.

Le secrétaire d'Etat au commerce,

Raymond BOISDE.

Jetons métalliques

ARRETE N° 651-56/C. du 18 juillet 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-648 du 27 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-648 du 27 juin 1956 concernant l'émission au Togo de jetons métalliques.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission,

Le Secrétaire Général,

J. RIGAL

DECRET N° 56-648 du 27 juin 1956 concernant l'émission au Togo de jetons métalliques.

Le Président de la République,

Sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre de la France d'outre-mer et du ministre des affaires économiques et financières,

Vu l'article 72 (3^e alinéa) de la Constitution;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 octobre 1923 autorisant le commissaire de la République au Togo à faire frapper et à émettre des jetons métalliques de 2 F, 1 F et 50 centimes;

Vu le décret n° 48-2004 du 30 décembre 1948 relatif à l'émission de jetons métalliques au Togo;

Après avis de l'Assemblée de l'Union française;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le commissaire de la République au Togo est autorisé à faire fabriquer et à émettre dans ce territoire des jetons métalliques de 10 F et de 25 F, dont le pouvoir libératoire est respectivement limité à 500 F et 1.000 F.

ART. 2. — Le montant des émissions des jetons de 10 F et 25 F sera déterminé par décret pris conjointement par le ministre des finances et des affaires économiques et le ministre de la France d'outre-mer.

L'ensemble de ces émissions ne pourra dépasser 400 millions de francs.

ART. 3. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre des affaires économiques et financières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 27 juin 1956.

René COTY.

Par le Président de la République :

Le président du conseil des ministres,
Guy MOLLET.

Le ministre des affaires économiques et financières,
PAUL RAMADIER

Le ministre de la France d'outre-mer,
GASTON DEFFERRE.

Douanes

ARRETE N° 649-56/C. du 18 juillet 1956 promulguant au Togo le décret n° 56-650 du 28 juin 1956.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 18 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.

DECRET N° 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières et du ministre des affaires étrangères,

Vu le décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier des territoires d'outre-mer, et notamment ses articles 21 et 23;

Vu la loi n° 55-1085 du 7 août 1955 autorisant le Président de la République à ratifier les conventions entre la France et la Tunisie, signées à Paris le 3 juin 1955;

Le conseil d'Etat entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux droits de douane, à l'exclusion des droits fiscaux exigibles quelle que soit l'origine des produits.

ART. 2. — Les délibérations prises par les grands conseils ou les assemblées représentatives, conformément aux dispositions des articles 2, 3 et 6 du décret n° 54-1020 du 14 octobre 1954, sont adressées, dans un délai de quinze jours après leur réception par le ministre de la France d'outre-mer, au ministre des affaires économiques et financières et au ministre responsable de la ressource.

Les ministres chargés des affaires marocaines et tunisiennes et des relations avec les Etats associés sont consultés sur les dispositions d'ordre douanier qui seront prises dans les conditions prévues aux articles 3 et 6 du décret du 14 octobre 1954 lorsque ces dispositions sont de nature à intéresser leurs départements respectifs.

Il en sera de même à l'égard des arrêtés des chefs de territoire ou de groupe de territoires, pris dans les conditions déterminées par les articles 4 et 5 du décret du 14 octobre 1954.

ART. 3. — Avant l'expiration du délai de trois mois prévu à l'article 3 du décret du 14 octobre 1954, le ministre de la France d'outre-mer peut, avec l'accord des autres ministres intéressés, autoriser le chef de territoire ou du groupe de territoires à rendre la délibération exécutoire.

ART. 4. — Pour l'application de l'article 20 du décret du 14 octobre 1954, les termes « transports en droiture » s'entendent du transport direct d'une marchandise du territoire d'origine au territoire de destination sans emprunt d'un territoire étranger ni transbordement dans un pays étranger.

ART. 5. — Les produits étrangers et ceux de la zone française du Maroc, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam qui ont acquitté les droits de douane dans l'un des territoires énumérés ci-après :

Territoire douanier français,
 Afrique occidentale française,
 Madagascar et dépendances,
 Comores,
 Côte française des Somalis,
 Etablissements français de l'Océanie,
 Nouvelle-Calédonie et dépendances,
 Saint-Pierre et Miquelon,
 Afrique équatoriale française,
 Togo;
 Cameroun,
 Terres australes et antarctiques françaises,

et qui sont réexportés en l'état vers un autre de ces territoires sont soumis, le cas échéant, dans le territoire d'importation, au paiement de la différence entre les droits de douane applicables dans ce dernier territoire et ceux qu'ils ont précédemment acquittés.

ART. 6. — Sont admis en franchise des droits de douane d'importation dans les territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus les produits obtenus dans l'un d'eux par la transformation de produits étrangers ou de produits originaires de la zone française du Maroc, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam.

Toutefois, ce régime n'est accordé que moyennant les conditions suivantes :

Les produits importés primitivement dans le territoire de transformation doivent avoir acquitté les droits de douane applicables à l'entrée dans ce territoire.

Ces produits doivent avoir subi, dans ledit territoire, l'une des transformations dont la liste est fixée par arrêtés du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières et du ministre responsable de la ressource. Les produits obtenus après toute autre transformation ne sont admis en franchise des droits de douane dans le territoire d'importation que si la valeur totale des produits incorporés, originaires de l'étranger, de la zone française du Maroc, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, n'excède pas un certain pourcentage de la valeur à déclarer dans le territoire de transformation, lors de l'exportation du produit ouvré. Les produits originaires de l'étranger, de la zone française du Maroc, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, incorporés dans un produit, après avoir subi dans l'un des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus l'une des transformations susvisées, sont repris avec les produits du cru pour déterminer si le pourcentage prévu est atteint ou non.

Les pourcentages à retenir, selon les produits sont fixés par arrêté du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières, et du ministre responsable de la ressource.

ART. 7. — Les produits étrangers et ceux de la zone française du Maroc, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, transformés dans l'un des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus, après paiement des droits de douane applicables à l'entrée dans ce territoire, et qui ne peuvent bénéficier, à l'importation dans un autre de ces territoires des dispositions de l'article 6 ci-dessus, y sont soumis, le cas échéant, au paiement de la différence entre les droits applicables à l'entrée dans le territoire d'importation, soit à la matière première, soit au produit transformé et ceux précédemment acquittés, selon que l'une ou l'autre imposition est plus favorable aux importateurs.

ART. 8. — 1. — Les produits étrangers et ceux de la zone française du Maroc, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, qui ont été introduits dans l'un des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus, sous un régime suspensif des droits de douane, sous le régime du drawback ou sous un régime équivalent, sont soumis, dans le territoire d'importation, au paiement des droits de douane.

2. — Les mêmes produits, transformés sous l'un de ces régimes dans l'un des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus, et réexportés vers un autre de ces territoires, sont soumis dans le territoire d'importation au paiement des droits de douane applicables à l'entrée dans ce territoire, soit à la matière première, soit au produit fabriqué, suivant que l'une ou l'autre imposition est plus favorable aux importateurs.

Ceux de ces produits qui ont été versés à la consommation dans le territoire de transformation après paiement des droits de douane applicables à l'entrée dans ce territoire et qui sont ensuite expédiés vers l'un des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus sont admis dans le territoire d'importation au bénéfice de l'article 6 ou de l'article 7 ci-dessus, selon le cas.

ART. 9. — Les produits tunisiens bénéficient des dispositions des articles 5 et 8, paragraphe 1, ci-dessus, dans les territoires régis par le décret du 14 octobre 1954. Ceux des produits tunisiens qui ont été transformés dans l'un de ces territoires ou dans le territoire douanier français, bénéficient dans les autres des dispositions des articles 6, 7 et 8, paragraphe 2.

ART. 10. — L'admission en franchise des droits de douane ou à des droits réduits, accordée à l'entrée dans les territoires régis par le décret du 14 octobre 1954, aux produits originaires de la zone française du Maroc, de la Tunisie, des Etats associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam, s'applique également aux produits de même espèce obtenus dans ces pays par la transformation de produits importés, effectuée dans des conditions semblables à celles prévues à l'article 6 ci-dessus. Les dispositions des arrêtés pris en vertu dudit article 6 s'appliquent.

Pour l'application du présent article, les produits importés, originaires des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus, sont repris avec les produits du cru.

ART. 11. — Le bénéfice des régimes prévus aux articles 5, 6, 7, 8, 9 et 10 ci-dessus est subordonné au transport en droiture des marchandises et à la déclaration du producteur ou de l'expéditeur portant que les conditions requises pour l'octroi de ces régimes sont remplies et fournissant les éléments du calcul des droits. Cette déclaration est certifiée par les autorités administratives du lieu de production ou d'expédition, qui peuvent exiger la représentation des documents utiles et procéder, dans les établissements des intéressés, aux vérifications nécessaires.

ART. 12. — L'admission au bénéfice des droits de douane assis sur la matière première, dans les cas prévus aux articles 7, 8 et 9 ci-dessus, est encore subordonnée aux conditions suivantes :

a) Le déclarant doit demander, dans sa déclaration en douane, à bénéficier de cette faculté;

b) Il doit déclarer l'espèce, l'origine et la quantité de matière première taxable incorporée dans le produit transformé, ainsi que la valeur qui aurait été attribuée à cette matière première, à la date d'enregistrement de la déclaration au bureau de douane d'importation, si elle avait été importée en l'état. Les droits sont calculés sur la valeur moyenne des produits de même espèce et de même origine, telle qu'elle résulte des dernières statistiques publiées du commerce extérieur à l'importation, si la valeur déclarée lui est inférieure;

c) En ce qui concerne la composition du produit transformé, la déclaration doit pouvoir être vérifiée par l'analyse.

ART. 13. — Un comité de coopération douanière est institué, auprès du ministre de la France d'outre-mer, pour suivre l'application des dispositions du décret du 14 octobre 1954, étudier les difficultés qui peuvent en résulter, informer les services compétents de leurs incidences économiques et proposer les mesures douanières propres à y remédier.

Un décret pris sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières et du ministre de la France d'outre-mer réglera le fonctionnement de ce comité, qui sera composé de fonctionnaires ayant dans leurs attributions l'administration douanière des territoires énumérés à l'article 5 ci-dessus.

ART. 14. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 juin 1956.

Guy MOLLET.

Par le président du conseil des ministres :

Le Ministre de la France d'Outre-Mer,

Gaston DEFFERRE.

Le ministre des affaires étrangères,

Christian PINEAU.

Le ministre des affaires économiques et financières,
PAUL RAMADIER

Le secrétaire d'Etat au budget,
Jean FILIPPI.

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,
Jean MASSON.

Le secrétaire à l'industrie et au commerce,
Maurice LEMAIRE.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture,
André DUBIN.

Produits

RECTIFICATIF au *Journal officiel* du Togo du 1^{er} juin 1956, page 505, art. 4. (Arrêté ministériel du 30 mars 1956 portant réglementation de l'importation dans certains territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer des produits susceptibles de transmettre et de propager les maladies de l'hévéa originaires d'Amérique tropicale).

Art. 4. — Au lieu de : « A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées par décision du ministre de la France d'outre-mer afin de permettre l'introduction de plants, boutures, fragments, bois de greffe (à l'exception des graines) de toutes espèces d'hévéa en provenance des pays contaminés ».

Lire :

« A titre exceptionnel, des dérogations peuvent être accordées par décision du ministre de la France d'outre-mer afin de permettre l'introduction de plants, boutures, fragments, bois de greffe et graines de toutes espèces d'hévéa en provenance des pays contaminés... »

(Le reste sans changement).

Récompenses honorifiques

Par arrêté en date du 27 juin 1956 du ministre de la France d'outre-mer :

Les récompenses honorifiques ci-après sont accordées avec effet du 14 juillet 1956 au personnel de l'Enseignement public du 1^{er} degré des Territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

Mention honorable

Ameganvi Louis Togo
Lawson Gabriel Togo
Panou Pierre Togo
Aghetiafah Nicolas Togo
Dagba Victor Togo
Attiegbé Emmanuel Togo
Kpodar Louis Togo
Agbo Jean Togo
Mme. d'Almeida née Atayi Togo

Médaille de bronze

Lawson Body Jonathan Togo
Géraldo Nassirou Togo
Mme. Lawson Régine Togo

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Marché

ARRETE N° 656-56/AE/PLAN/1 du 22 juillet 1956 portant classement de Marché.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret 45-2435 du 17 octobre 1945 portant réorganisation des Services de Contrôle du Conditionnement des Produits aux colonies modifié par le décret 46-1105 du 15 mai 1946;

Vu l'arrêté n° 39-49/AE/Agro. du 8 juin 1949 portant classement des marchés dans le Territoire du Togo et les textes subséquents;

Sur la proposition du Commandant de Cercle de Klouto;

La Chambre de Commerce consultée;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Marché de Klouou, Cercle de Klouto, est ouvert aux achats de produits du cru destinés à l'exportation.

ART. 2. — L'arrêté n° 439-49/AE/AGRO. du 8 juin 1949 portant classement du marchés est abrogé en ce qui concerne le marché d'Amoussoukopé.

ART. 3. — Les transactions sur le Marché de Klouou auront lieu le jeudi de chaque semaine.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juillet 1956.

Pour le Commissaire de la République en mission,
Le Secrétaire Général,
J. RIGAL.

Commune-mixte de Lomé

Par arrêtés du Commissaire de la République, approuvés en Conseil de Gouvernement :

N° 657-56/SG du :

22 juillet 1956. — Le Compte Administratif de la Commune de Lomé pour l'exercice 1955 est arrêté comme suit :

En recettes : à Soixante trois millions sept cent soixante quatorze mille cent dix francs.

En dépenses : à Soixante et un millions quatre cent vingt six mille neuf cent quatre vingt dix francs, laissant apparaître un excédent de recettes de : Deux millions trois cent quarante sept mille cent vingt

francs (2.347.120,—) qui sera porté en recettes au Budget supplémentaire de l'exercice 1956.

Sont annulés les crédits restant disponibles aux chapitres suivants à la clôture de l'exercice 1955 et dont le montant s'élève à la somme de : Six millions cent soixante dix huit mille trente huit francs (6.178.038).

Chap. 1 — Dettes et redevances exigibles	23.337,—
Chap. 2 — Frais d'Administration communale	73.653,—
Chap. 3 — Frais de perception des recettes communales	24.450,—
Chap. 4 — Services et Travaux communaux	819.410,—
Chap. 5 — Constructions nouvelles et achat de gros matériel	1.914.772,—
Chap. 6 — Dépenses diverses	116.523,—
Chap. 7 — Dépenses extraordinaires	3.205.893,—
	6.178.038,—

Sera incorporé au budget supplémentaire de l'exercice 1956. le montant des restes à recouvrer constatés à la clôture de l'exercice 1955 et s'élevant à la somme de : Un million deux cent trente et un mille cent quatre vingt neuf francs (1.231.189,—).

N° 658-56/SG. du :

22 juillet 1956. — Est approuvé et arrêté le budget supplémentaire de la Commune de Lomé pour l'exercice 1956 en recettes et en dépenses à la somme de : Seize millions deux cent quarante cinq mille neuf cent vingt trois francs (16.245.923 francs).

Enseignement

ARRETE N° 664-56/IA. du 23 juillet 1956 instituant une commission territoriale de la jeunesse au Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER
CHEVALIER DE LA LÉSION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu l'arrêté ministériel n° 1474/CAM. portant constitution de la Commission de la Jeunesse au Ministère de la France d'outre-mer;

Vu l'arrêté ministériel n° 1475/CAM. du 20 décembre 1955 créant dans chaque Territoire relevant du Ministère de la France d'outre-mer une Commission chargée de l'examen des problèmes susceptibles d'intéresser la jeunesse;

Vu l'arrêté n° 1072-55/C. en date du 31 décembre 1955 promulguant dans le Territoire du Togo l'arrêté ministériel du 20 décembre 1955 créant dans chaque Territoire relevant du Ministre de la France d'outre-mer une Commission de Jeunesse;

Sur la proposition de l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement, de la Jeunesse et des Sports au Togo;

Le conseil de Gouvernement entendu dans ses séances des 21 juin et 19 juillet 1956;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une Commission Territoriale de la Jeunesse est instituée auprès du Commissaire de la République au Togo.

ART. 2. — Cette commission a pour but :

de tenir le Commissaire de la République informé des problèmes de la jeunesse,

de faire toutes suggestions utiles concernant les solutions à apporter à ces problèmes,

de donner son avis en fonction des préoccupations de la jeunesse sur les réformes à envisager.

ART. 3. — La Commission est présidée par le Membre du Conseil de Gouvernement chargé du Secteur de l'Enseignement et de la Jeunesse représentant le Commissaire de la République et comprend :

Le Directeur du Cabinet

Le Directeur de l'Enseignement, de la Jeunesse et des Sports

Le Directeur du Service de Santé

Le Président du Conseil de la Jeunesse

Un Représentant des Eclaireurs de France

Un Représentant des Scouts de France

Un Représentant des Eclaireurs Unionistes

Une Représentante de la Jeunesse Féminine

Un Représentant de la Jeunesse Nord-Togo

Deux Représentants des Mouvements de Jeunesse Confessionnelle.

ART. 4. — La Commission Territoriale de Jeunesse se réunit une fois par mois sur convocation de son Président.

Elle pourra faire appel pour l'examen de questions déterminées à des personnalités officielles ou privées particulièrement qualifiées.

ART. 5. — Un Secrétaire sera désigné parmi les Membres de la Commission.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 juillet 1956.

J. BÉRARD.

MODIFICATIF à la décision n° 1.673-D/IA. du 17 novembre 1955.

Au lieu de :

3°) *Grandes Vacances*

Pour les enseignements du Second degré et technique du 1^{er} juillet au 30 septembre 1956.

Lire :

3°) *Grandes Vacances*

Pour les enseignements du Second degré et technique du 1^{er} juillet au 14 octobre 1956 inclus.

Le reste sans changement.

Douanes

ARRETE N° 666-56 SD. du 27 juillet 1956 rendant exécutoire la délibération n° 25 ATT. du 15 mai 1956 portant modification du tarif fiscal d'entrée sur les vins et sur les vins vinés.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret n° 55-486 du 30 avril 1955, relatif à diverses dispositions d'ordre financier;

Vu le télégramme ministériel n° 50.085/AEP. du 21 juillet 1956.

Le Conseil de Gouvernement entendu dans sa séance du 26 juillet 1956.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 25/ATT. du 15 mai 1956 de l'Assemblée du Territoire du Togo portant modification du tarif fiscal d'entrée sur les vins et les vins vinés.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté qui est rendu immédiatement applicable par voie d'affichage, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1956.

J. BÉRARD.

DELIBERATION N° 25/ATT. du 15 mai 1956 portant modification du tarif fiscal d'entrée sur les vins et sur les vins vinés.

L'Assemblée Territoriale du Togo,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 52-130 du 16 février 1952, portant création de l'Assemblée Territoriale du Togo;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi susvisée du 16 avril 1955;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer et les textes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 966-49/D. du 7 décembre 1949, rendant exécutoire la délibération n° 24-49/D. du 25 avril 1949, portant refonte du tarif des taxes fiscales d'entrée et de sortie applicable au Togo;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce de Lomé;

Le Conseil de Gouvernement entendu;

Vu le rapport de présentation n° 46/SD. du 7 mai 1956 de Monsieur le Commissaire de la République au Togo;

A adopté dans sa séance du 15 mai 1956 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Le tableau des droits fiscaux d'entrée annexé à la délibération n° 24-49 du 25 avril 1949 est modifié ainsi qu'il suit :

Numéro de la nomenclature générale et du tarif du Togo	DESIGNATION DES PRODUITS	Numéro du tarif métropolitain	DROIT FISCAL D'ENTRÉE		DROIT FISCAL DE SORTIE		Unité complémentaire
			Unité de perception	Quotité des droits	Unité de perception	Quotité des droits	
04-73	Vins, apéritifs à base de vin.						
04-73 a	Mouûts de vendange		Sans changement	
04-73 b 1	Vins provenant exclusivement de la fermentation des raisins frais ou du jus de raisin frais non vinés	ex 214	Litre	10 F.	exempt	litre
04-73 B 2	Vins vinés	ex 214	—	12 F.	exempt	litre

Fait et délibéré en séance publique à Lomé, le 15 mai 1956:

Le Secrétaire,
L. LAWSON.

Le Vice-Président de L'A.T.T.,
B. PALANGA.

Organisation administrative

Service de la statistique générale du Togo

ARRETE N° 676-56/F/AE/STAT. du 27 juillet 1956 portant création du Service de la Statistique Générale au Territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret n° 55-809 du 18 juin 1955 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 55-426;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, ensemble les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret n° 46-721 du 15 avril 1946 portant organisation et fixant les attributions du Service Colonial des Statistiques;

Vu l'arrêté n° 760/Cab. du 7 octobre 1946 portant promulgation au Territoire du décret n° 46-721 du 15 avril 1946;

Vu le décret du 6 janvier 1937 organisant l'Inspection des Affaires Administratives;

Après avis de l'Assemblée Territoriale du Togo donné en sa séance du 25 novembre 1955;

Le Conseil de Gouvernement entendu :

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est créé dans le Territoire le Service de la Statistique Générale placé sous l'autorité du Commissaire de la République au Togo et relevant du Secrétariat Général.

ART. 2. — Ce Service est dirigé par un fonctionnaire du Cadre de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques en service détaché ou à défaut par un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République.

ART. 3. — L'effectif du personnel subalterne est fixé par le Commissaire de la République au Togo dans la limite des crédits régulièrement ouverts et des effectifs budgétaires.

ART. 4. — Les attributions du Service de la Statistique Générale sont exercées sur toute l'étendue du Territoire et dans tous les domaines.

1^o) Il détermine en collaboration avec les spécialistes de chaque domaine, étudie les méthodes propres à assurer la qualité des statistiques, organise les dénombrements et les enquêtes et prend ou propose toutes mesures utiles pour développer et améliorer la documentation statistique au Togo.

2^o) Il établit, rassemble et exploite les statistiques de toute nature et de toute provenance et en assure éventuellement la publication. Il présente au Commissaire de la République les résultats obtenus.

3^o) Il coordonne l'action statistique des directions et services du Territoire, des administrations publiques ou des organisations privées d'intérêt général en vue de l'unification des statistiques.

Et d'une façon générale, il traite toutes questions d'ordre statistique intéressant le Territoire.

ART. 5. — Les personnes physiques ou morales qui refuseraient de fournir dans le délai prescrit les renseignements demandés par le Service de la Statistique seront passibles de l'amende administrative prévue au décret n° 46-721 du 15 avril 1946 allant de 100 à 25.000 francs sans préjudice des sanctions prévues par d'autres textes.

Les sanctions sont prononcées par décision motivée du Chef du Territoire et doivent être exécutées dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la notification.

ART. 6. — Peuvent seuls être publiés les renseignements généraux et les statistiques impersonnelles résultant du dépouillement de questionnaires ou d'enquêtes menées par le Service de la Statistique Générale.

ART. 7. — Tous les fonctionnaires ou agents du Service de la Statistique Générale sont tenus au *secret professionnel*.

ART. 8. — Le Secrétaire Général et le Chef du Service de la Statistique Générale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 juillet 1956.

J. BÉRARD.

Inspection du travail et des lois sociales

ARRETE N° 679-56/ITLS. du 28 juillet 1956 fixant le règlement intérieur de la Caisse de Compensation des prestations familiales du Togo.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, instituant un Code du Travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, et spécialement son article 237;

Vu l'arrêté 326-53/ITLS. du 16 avril 1953 instituant une Commission Consultative du Travail;

Vu l'arrêté n° 242-56/ITLS. en date du 15 mars 1956 portant institution d'un régime de prestations familiales au profit des travailleurs salariés dans le Territoire du Togo et notamment son article 33;

Vu l'arrêté n° 385-56/ITLS. en date du 30 avril 1956 fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de la Caisse de Compensation du Territoire du Togo;

Vu l'approbation du Ministre de la France d'outre-mer en date du 12 juin 1956 par lettre n° 2220 JGT/4;

Le conseil de Gouvernement entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le présent arrêté a pour objet de fixer les dispositions devant servir de règlement intérieur à la Caisse de Compensation des prestations familiales.

ART. 2. — Le régime des prestations familiales institué à l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 en faveur des travailleurs salariés soumis au Code du Travail Outre-mer comprend :

- 1^o) les allocations au foyer du travailleur,
- 2^o) les allocations prénatales,
- 3^o) les allocations de maternité,
- 4^o) les allocations familiales,
- 5^o) les indemnités prévues à l'article 116 modifié du Code du Travail en faveur des femmes salariées;
- 6^o) des prestations en nature.

ART. 3. — Aux termes du présent arrêté, sont « allocataires », les personnes physiques du chef desquelles les prestations sont dues, « attributaires » les personnes physiques ou morales entre les mains desquelles il est prescrit d'effectuer le paiement des prestations. Les allocataires peuvent être distincts des attributaires.

TITRE PREMIER

Dispositions Générales

CHAPITRE PREMIER

Conditions de Résidence

SECTION PREMIERE

Résidence de l'allocataire et des enfants

ART. 4. — L'allocataire et ses enfants doivent résider dans le territoire.

Toutefois les travailleurs dont l'activité professionnelle est suspendue conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 portant institution des prestations familiales qui ont changé de résidence, continueront à percevoir les prestations familiales dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités précisées à la convention visée à l'article 5 ci-dessous.

Les travailleurs salariés étrangers introduits régulièrement dans le territoire et titulaires de la carte d'identité d'étranger ont vocation aux prestations familiales.

ART. 5. — Par dérogation aux dispositions de l'article 4 ci-dessus relatives aux conditions de résidence des enfants à charge, peuvent bénéficier des prestations familiales les travailleurs salariés, dont les enfants résident dans un autre territoire de l'Union Française relevant du Ministère de la France d'outre-mer à condition que soit institué un régime de prestations familiales dans le territoire de résidence des enfants et qu'ait été conclue entre la Caisse de Compensation du lieu d'emploi de l'allocataire et la Caisse du lieu de résidence des enfants à sa charge une convention dont les formes et les modalités sont déterminées à l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 portant organisation et fonctionnement de la Caisse de Compensation du Territoire.

ART. 6. — Le régime des prestations appliqué est celui du lieu de résidence des enfants. Le service en est assuré par la Caisse dudit lieu de résidence pour le compte de la Caisse du lieu d'emploi de l'allocataire dans les conditions arrêtées par la convention passée entre les deux Caisses.

Dans les cas où pour différents motifs tels que l'éducation ou la santé l'enfant réside dans un autre territoire que les parents, l'allocation est versée à la personne désignée par l'allocataire pour être utilisée à la garde et à l'entretien de l'enfant.

CHAPITRE II

Activité professionnelle de l'allocataire

ART. 7. — L'allocataire doit être travailleur salarié au sens de l'article 1^{er} du Code du Travail et doit exercer une activité professionnelle pour le compte d'une personne physique ou morale, publique ou privée, moyennant une rémunération dont il tire ses moyens normaux d'existence.

Cette rémunération doit être au moins égale à celle du salaire minimum interprofessionnel garanti, du lieu d'emploi de l'allocataire pour le temps moyen prévu à l'article 12 de l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956.

L'allocataire doit justifier de 6 mois de travail consécutifs chez un ou plusieurs employeurs sauf cas de force majeure dûment constaté selon les dispositions finales du 1^o de l'article 12 de l'arrêté précité.

L'allocataire ne doit pas exercer un emploi permanent d'un cadre d'une administration publique.

Sont, en tout état de cause exclus du bénéfice des prestations familiales instituées à l'arrêté n° 242-56/ITLS du 15 mars 1956 en application de l'article 237 du Code du Travail, les travailleurs et leur conjoint même salarié, bénéficiaires d'un régime particulier d'allocations familiales payées par le budget d'une collectivité publique notamment le budget local ou par le budget de l'Etat.

Bénéficie de plein droit des prestations familiales la veuve d'allocataire même si elle n'exerce aucune activité professionnelle et à condition qu'elle assure la garde et l'entretien des enfants qui étaient à la charge de l'allocataire décédé.

CHAPITRE III

Enfants à charge

ART. 8. — Est considérée comme ayant un enfant à charge toute personne qui assume d'une manière générale le logement, la nourriture, l'habillement et l'éducation de cet enfant lorsque ce dernier rentre dans une des catégories suivantes :

1^o) Tous les enfants issus du mariage de l'allocataire s'il est monogame à condition que ce mariage soit inscrit à l'Etat-Civil.

2^o) Dans la limite de six, les enfants issus des mariages contractés par l'intéressé quel que soit son statut à condition que ces mariages soient inscrits à l'Etat-Civil.

3^o) Les enfants que la femme de l'allocataire a eus d'un précédent mariage, lorsqu'il a eu décès régulièrement déclaré ou divorce judiciairement prononcé et lorsque ces enfants avaient vocation à l'attribution d'allocations familiales, sauf lorsque les enfants sont restés à la charge du premier mari ou que ce dernier contribue à leur entretien; les femmes entrant dans la catégorie prévue au présent paragraphe et qui jouissaient déjà des allocations au titre du ménage dissous continueront à en bénéficier à titre personnel.

4^o) Les enfants ayant fait l'objet d'une adoption par l'allocataire marié, en conformité avec les dispositions du Code Civil ou d'une légitimation adoptive conformément aux règles du Code Civil.

CHAPITRE IV

Etablissement des droits des allocataires

ART. 9. — L'ouverture du droit aux différentes prestations est subordonnée à l'établissement d'une demande sur un imprimé délivré par la Caisse. Ces imprimés pourront être obtenus soit auprès des services de la Caisse, soit auprès des employeurs, soit dans les différents centres administratifs.

Cette demande est adressée ou remise à la Caisse, ou à ses correspondants locaux. Elle est accompagnée des pièces justificatives énumérées sur l'imprimé aux fins de vérification d'Etat-Civil de l'allocataire, de son conjoint et de ses enfants, de délivrance ou de mise à jour du livret familial d'allocataire prévu aux articles 13 et 14 ci-après.

ART. 10. — Pour les mariages conclus ou les enfants nés antérieurement à la date d'existence légale de la Caisse et pour les parents dont la naissance n'a pas été déclarée, seront acceptés comme pièces justificatives, les jugements supplétifs d'actes de naissance ou de mariage délivrés conformément aux textes en vigueur, ou les actes de notoriété établis suivant les prescriptions de l'article 26 de l'arrêté

384-54/AP. du 21 avril 1954 portant réorganisation de l'état civil des personnes de statut local.

Pour les enfants dont l'acte de naissance a été ainsi reconstitué, le travailleur produira une attestation délivrée par l'autorité administrative du lieu de résidence des enfants certifiant que ceux-ci sont effectivement à la charge du travailleur depuis un an au moins.

ART. 11. — Pour les mariages, divorces, naissances, et décès qui surviendront après son immatriculation à la Caisse, l'allocataire devra adresser ou présenter à la Caisse dans le délai de *deux mois*, son livret familial d'allocataire accompagné d'un *extrait de l'Etat Civil* constatant les mariages, divorces, naissances ou décès intervenus.

Sauf cas exceptionnels sur lesquels il sera statué par délibération du Conseil d'Administration de la Caisse, il ne sera pas accepté de jugement reconstitutif d'Etat Civil.

ART. 12. — L'immatriculation du travailleur est assurée par les soins de la Caisse après instruction de sa première demande de prestations.

Tout travailleur immatriculé reçoit un livret familial d'allocataire.

Ce livret est délivré par la Caisse. Toutes modifications intervenues dans sa situation de famille telles que définies à l'article 11 ci-dessus ne pourront y être portées que par un agent de la Caisse habilité à cet effet.

ART. 13. — Le livret familial d'allocataire présente la contexture suivante.

Outre la couverture, il comprend six feuillets.

La couverture énonce au verso :

— l'état civil complet de l'allocataire, sa profession, son domicile, son numéro d'immatriculation à la caisse, l'énumération des pièces présentées portant constatation de l'état civil;

— la désignation de l'agent de la Caisse qui a délivré le livret, sa signature, la date de délivrance du livret; le cas échéant, s'il s'agit d'un second livret délivré après épuisement ou détérioration du premier ou d'un duplicata, la date de délivrance du second livret ou du duplicata.

Les feuillets sont destinés à recevoir l'état civil des membres de la famille de l'allocataire.

Le premier feuillet (recto), deuxième feuillet (verso) quatrième feuillet (recto) cinquième feuillet (verso) sont réservés à l'état civil de ou des conjoints, avec mention du mariage contracté, du divorce ou du décès entraînant la dissolution du mariage et indication des pièces justificatives de l'état civil du mariage ou de la dissolution du mariage qui ont été produites et portant la signature de l'agent de la caisse ayant inscrit les mentions du mariage ou de dissolution du mariage.

Le premier feuillet (verso), deuxième feuillet (recto), troisième feuillet (recto et verso) quatrième feuillet (verso), cinquième feuillet (verso), sixième feuillet (recto et verso), comportent six cases (trois

par page) destinées à recevoir l'inscription des nom, prénoms, date et lieu de naissance des enfants issus des mariages contractés avec les épouses dont l'état civil figure à la page précédente, la date et le lieu de leur décès, s'il y échet; l'indication des pièces d'état civil produites pour les naissances ou les décès, la signature de l'agent de la Caisse ayant procédé à l'inscription de la naissance ou du décès.

TITRE II

Les prestations

CHAPITRE PREMIER

Allocations prénatales

ART. 14. — Les modalités de paiement des allocations prénatales, leur périodicité et les conditions dans lesquelles le paiement peut être suspendu sont fixées ainsi qu'il suit.

ART. 15. — Les allocations prénatales sont soumises aux conditions et formalités ci-après :

Parag. 1. *Conditions d'attribution* : les personnes susceptibles d'y prétendre sont :

- 1^o) toute femme salariée en état de grossesse;
- 2^o) toute conjointe de travailleur salarié en état de grossesse.

Parag. 2. — *Formalité à remplir* : l'octroi des allocations prénatales est subordonné à l'accomplissement des formalités suivantes :

- 1^o) fournir une déclaration de grossesse,
- 2^o) se conformer aux examens prénataux.

SECTION PREMIERE

Déclaration de grossesse — délivrance du carnet de grossesse et de maternité.

ART. 16. — L'allocataire ou son conjoint doivent fournir dans les trois premiers mois de la grossesse la déclaration de grossesse.

Cette déclaration n'est soumise à aucune forme. Elle est adressée à la Caisse de Compensation de l'allocataire du chef duquel les prestations sont dues.

La caisse délivre à la future mère un carnet de grossesse et de maternité dont le modèle est fixé aux articles ci-après.

ART. 17. — Le carnet est établi par la Caisse de Compensation des prestations familiales au nom de la mère et porte le numéro d'immatriculation à la Caisse de Compensation du salarié du chef duquel les prestations sont dues (allocataires).

Le carnet comporte six feuillets numérotés et sur chacun desquels est porté le nom de la mère.

Il est divisé en deux parties :

— une première partie ayant trait à la période comprise entre la déclaration de grossesse et l'accouchement est destinée à constater les examens prénataux prévus aux articles 19 et suivants;

— la deuxième partie concernant la période débutant au moment de l'accouchement est destinée à constater les consultations des nourrissons prévues aux articles 31 et suivants.

ART. 18. — La première partie comprend trois feuillets.

Le premier feuillet constitue le certificat de premier examen prénatal à établir lors de la déclaration de grossesse et en tout cas avant le troisième mois de grossesse; le deuxième feuillet, le certificat de deuxième examen prénatal à établir vers le sixième mois de la grossesse; le troisième feuillet, le certificat de troisième examen prénatal à établir vers le huitième mois de grossesse.

Les souches et les volets détachables de ces certificats portent la date de l'examen et le cachet ou le nom et l'adresse du praticien ou du centre médical d'examen et la signature du praticien.

Lorsque l'examen est pratiqué selon les dispositions de l'article 23 ci-dessous il est procédé à la mention sur ce carnet de la constatation de la visite médicale par les soins du préposé aux examens désigné par le Directeur de la Santé Publique qui retient le carnet aux fins d'établissement du certificat médical.

La restitution en est faite dans les 15 jours.

SECTION II

Examens prénataux

ART. 19. — Pour ouvrir droit aux allocations prénatales, la femme salariée ou la conjointe d'un travailleur salarié en état de grossesse doit subir trois examens médicaux aux époques et dans les conditions définies ci-après.

ART. 20. — Le premier examen médical prénatal a lieu avant la fin du 3^e mois de grossesse et est à la fois obstétrical et général. Il est effectué par un médecin.

Le médecin établit le certificat de ce premier examen sur les feuillets ad hoc du carnet de grossesse et de maternité délivré à la mère par la Caisse de Compensation des prestations familiales. Ce certificat peut être délivré sur papier libre et joint à la déclaration de grossesse de l'intéressée dans le cas où le carnet n'aurait pas encore été délivré.

Il doit indiquer obligatoirement la date présumée de l'accouchement.

Le délai de trois mois prévu ci-dessus peut être prolongé pour certaines régions du territoire en fonction des formations sanitaires existantes, dans les conditions prévues à l'alinéa 3 de l'article 4 de l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 instituant les prestations familiales.

ART. 21. — Les deuxième et troisième examens médicaux prénataux sont obstétricaux. Ils sont effectués par un médecin ou une sage-femme.

Ils ont lieu :

— le deuxième examen vers le sixième mois de la grossesse,

— le troisième examen vers le huitième mois de la grossesse.

Ces examens sont certifiés sur les feuillets ad hoc du carnet de grossesse et de maternité.

Ils ne peuvent être délivrés sur papier libre.

Dans les cas de prolongation du délai de production du certificat médical du premier examen visés à l'article 21 précédent, la future mère ne sera soumise qu'à un seul examen obstétrical subi vers le huitième mois de la grossesse.

ART. 22. — Dans les localités dépourvues de médecin, le Directeur local de la Santé Publique désignera le personnel appartenant ou non au Service de Santé habilité à établir un rapport d'examen au vu duquel seront dressés le certificat médical prévu à l'article 2 ci-dessus et les certificats visés à l'article 3 précédent.

SECTION III

Paiement des allocations prénatales

ART. 23. — Le paiement des allocations prénatales s'opère sur la justification des examens prénataux telle qu'elle est prévue aux articles 21, 22 et 23 consignés sur le carnet de grossesse et de maternité par la remise ou l'envoi à la caisse ou au correspondant des documents ad hoc.

Tout examen non subi fait perdre le bénéfice de la prime correspondante.

Dans le cas où la mère n'a pu par suite de force majeure subir un des examens prénataux, il appartient au Conseil d'Administration de se prononcer sur les droits de l'intéressée sur avis conforme du Directeur de la Santé Publique.

ART. 24. — Le point de départ des allocations prénatales, dues pour neuf mois, est fixé au premier jour du mois suivant celui de la date présumée de la conception, telle qu'elle est fixée au premier examen prénatal, sous réserve des dispositions ci-après à observer lorsque la naissance intervient au cours d'un mois autre que celui de la date présumée de l'accouchement.

— le troisième examen prénatal a été effectué, les allocations prénatales sont dues pour les neuf mois précédant le 1^{er} jour du mois suivant la naissance;

— si la naissance a lieu avant le troisième examen, les allocations sont dues depuis le premier jour du mois suivant le mois présumé de la conception jusqu'à l'expiration du mois au cours duquel a eu lieu l'accouchement;

— si l'interruption de la grossesse intervient avant le deuxième examen, le premier ayant été subi l'octroi des allocations prénatales doit correspondre au plus au nombre de mois de grossesse, celui au cours duquel a eu lieu l'interruption de la grossesse étant compté.

ART. 25. — Les allocations prénatales sont payées à la mère dans les conditions ci-après :

— deux mensualités après le premier examen;

— quatre mensualités après le deuxième examen;

— le solde après le troisième examen.

Dans les cas de prolongation du délai de production du certificat médical du premier examen visés à l'article 24 ci-dessus, les allocations prénatales sont payées en deux fractions.

La première a lieu après le premier examen et comprend autant de mensualités qu'il y a de mois écoulés depuis la date présumée de la grossesse.

ART. 26. — Si le médecin atteste que ses prescriptions pour la protection sanitaire de la mère et de l'enfant ne sont pas respectées, la caisse de compensation des prestations familiales peut, après enquête, supprimer le versement de tout ou partie de la fraction de l'allocation venant à échéance.

L'attestation visée au paragraphe précédent pourra être portée sur ce carnet de grossesse et de maternité de l'intéressée au feuillet de visite médicale correspondante.

CHAPITRE II

Allocations de maternité

SECTION PREMIERE

Conditions et modalités d'attributions.

ART. 27. — Les conditions d'attributions et de paiement des allocations de maternité sont fixées ainsi qu'il suit.

ART. 28. — Les conditions et formalités exigées pour l'ouverture du droit aux allocations de maternité sont les suivantes :

Parag. 1. — *Conditions d'attribution* — la mère doit :

- 1^{re} être salariée ou conjointe du travailleur salarié;
- 2^o avoir accouché sous contrôle médical.

La certification en est faite par le praticien sur le feuillet ad hoc du carnet de grossesse et de maternité prévu aux articles 17 à 20 du présent arrêté.

- 3^o avoir donné naissance à un enfant né viable,
- 4^o avoir fait procéder à l'inscription de l'enfant au registre de l'Etat Civil.

Parag. 2. — *Formalités à remplir.*

Le paiement des allocations de maternité est subordonné à l'accomplissement des formalités suivantes :

- a) certifier le contrôle médical de l'accouchement,
- b) attester la déclaration de la naissance de l'enfant dans des délais prescrits à l'état-civil par la remise ou l'envoi à la caisse d'un extrait de l'acte ainsi que du livret familial d'allocataire comme il est dit à l'article 11 ci-dessus.
- c) soumettre le nourrisson aux consultations médicales.

ART. 29. — La deuxième partie du carnet de grossesse et de maternité comprend trois feuillets qui constituent les quatrième, cinquième, et sixième feuillets du carnet.

Le quatrième feuillet constitue le certificat constatant que l'accouchement a eu lieu sous contrôle médical. Ce certificat porte en souche et sur le volet

détachable, l'indication du nom et de l'adresse du praticien, de la date et du résultat de l'accouchement.

Le volet détachable de ce feuillet, en cas de naissance d'enfant viable, est fourni à l'appui du versement de la première tranche des allocations de maternité; il doit être accompagné de l'extrait de naissance du ou des enfants.

Le cinquième feuillet et le sixième feuillet comportent trois certificats de surveillance médicale mensuelle du ou des nourrissons.

SECTION II

Examens médicaux

ART. 30. — Le droit aux allocations de maternité est subordonné à des examens médicaux.

ART. 31. — Le premier examen médical a lieu au moment de la naissance. Il doit constater que l'enfant est né viable et sous contrôle médical.

Le médecin ou la sage-femme établit le certificat sur le quatrième feuillet du carnet de grossesse et de maternité.

Ce certificat peut être délivré sur papier libre dans le cas où l'intéressée ne serait pas en possession d'un carnet de grossesse et de maternité.

Lorsque l'examen médical n'a pu intervenir au moment de l'accouchement le médecin en constate l'impossibilité.

ART. 32. — La consultation médicale des nourrissons a lieu tous les deux mois sous réserve de dérogations prévues à l'arrêté pris en application des articles 4 et 5 de l'arrêté n° 1 portant institution des prestations familiales.

Elle est constatée au cinquième et sixième feuillets réservés à cet effet.

Toute consultation omise fait perdre le bénéfice du tiers de la fraction correspondante des allocations de maternité.

Dans le cas où la mère n'a pu par suite de force majeure présenter son nourrisson à la consultation médicale, la caisse peut se prononcer sur les droits à la partie de la fraction des allocations mise en cause.

SECTION III

Paiement des allocations de maternité

ART. 33. — Les allocations de maternité sont payées en trois fractions :

- la moitié à la naissance ou immédiatement après la demande,
- un quart lorsque l'enfant atteint six mois.
- le dernier quart lorsque l'enfant atteint un an.

ART. 34. — Les deux dernières fractions sont versées sur la production des cinquième et sixième feuillets du carnet de grossesse et de maternité.

Le paiement des allocations de maternité intervient dans les mêmes conditions que le paiement des allocations prénatales comme il est dit à l'article 23 alinéa 1^{er}.

ART. 35. — En cas de naissance multiple chaque naissance est considérée comme une maternité distincte.

En cas de décès de l'enfant avant l'âge prévu pour le paiement des fractions, les fractions antérieures restent acquises, le droit à la fraction à payer est proportionnel au nombre de mois ayant précédé le décès, le mois pendant lequel le décès est survenu étant compté.

ART. 36. — Les allocations de maternité sont payées à la mère dans les limites prévues à l'article 18 de l'arrêté 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 sous réserve des dérogations ci-après.

En cas de décès de la mère ou en cas de divorce prononcé judiciairement et ne laissant pas l'enfant à sa garde, les allocations de maternité sont payées à la personne qui a la charge et la garde effectives de l'enfant.

Les allocations de maternité ne sont pas payées à la mère dans les cas particuliers où sur constatation du médecin consultant et après enquête de la Caisse, les allocations ne sont pas utilisées dans l'intérêt de l'enfant, et les soins ne lui sont pas dispensés normalement et où il est élevé dans les conditions d'alimentation et hygiène insuffisantes, le Conseil d'Administration de la Caisse, peut décider soit de suspendre tout ou partie des allocations, soit de les verser à une œuvre ou une personne qualifiée qui aura la charge d'affecter ladite somme aux soins exclusifs de l'enfant.

CHAPITRE III

Allocations familiales

Section I — Conditions d'attribution et formalités.

ART. 37. — Les allocations familiales sont subordonnées aux conditions et aux formalités ci-après.

Paragraphe I — Conditions d'attribution.

a) *Conditions inhérentes à l'allocataire.* — L'allocataire doit consacrer à son activité professionnelle le temps moyen qu'elle requiert. Ce temps moyen est fixé à 18 jours de travail au cours d'un même mois ou à 120 heures.

Sont considérées comme journées normales de travail :

1°) les jours d'absence pour cause de maladie dans la limite de la période au cours de laquelle la maladie est réputée, aux termes de l'article 47 du Code du Travail et de l'arrêté n° 990-55/ITLS. en date du 8 décembre 1955 pris pour son application, ne pas rompre le contrat de travail,

2°) les jours d'absence pour cause d'incapacité temporaire résultant d'un accident du travail.

3°) les jours de congés payés.

4°) les jours de repos correspondant aux périodes de congé prénatal et postnatal prescrites à l'article 116 du Code du Travail pour les femmes salariées.

5°) jusqu'à concurrence d'un mois, les jours ouvrables durant lesquels le travailleur s'est trouvé dans l'impossibilité de s'acquitter de sa tâche pour cause de force majeure ou indépendamment de sa volonté.

b) *Conditions inhérentes aux enfants.* Les allocations familiales sont dues pour chacun des enfants qui :

1°) sont à la charge effective et permanente de l'allocataire.

2°) rentrent dans une des catégories énumérées à l'article 8 du présent arrêté,

3°) ont plus d'un an,

4°) n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans.

Les enfants salariés sont considérés comme à charge s'ils perçoivent une rémunération inférieure à la moitié du salaire de base servant au calcul des allocations.

Pour les enfants d'âge scolaire le droit aux allocations familiales est subordonné d'une part à l'inscription dans un établissement scolaire, d'autre part à l'assistance régulière au cours de l'établissement.

L'âge limite est porté à 18 ans pour les enfants placés en apprentissage dans les conditions prévues au chapitre II du titre III du Code du Travail et ses arrêtés d'application relatifs à l'apprentissage.

Cet âge limite est porté à 21 ans pour les enfants poursuivant leurs études.

La poursuite d'études doit être entendue comme le fait pour l'enfant de fréquenter pendant l'année dite scolaire un établissement où il lui est donné une instruction générale technique ou professionnelle comportant des conditions de travail, d'assiduité de contrôle, de discipline telles que l'exige normalement la préparation de diplômes officiels ou de carrières publiques ou privées de telles études étant incompatibles avec tout emploi rémunéré.

L'âge limite est porté à 20 ans pour les enfants infirmes ou atteints de maladies incurables et dans l'impossibilité permanente de se livrer à l'exercice d'une activité professionnelle.

Pour les enfants en âge scolaire, mis en apprentissage ou poursuivant leurs études, les prestations familiales sont maintenues :

a) pendant les périodes d'interruption des études ou d'apprentissage pour cause de maladie, dûment constatée par un médecin dans la limite d'une année à partir de la date de l'interruption.

b) pendant toutes les périodes de vacances scolaires y compris les vacances qui suivent la fin de la scolarité.

c) s'il y a attribution de bourse d'enseignement ou d'apprentissage à la condition que le boursier ne bénéficie pas d'une bourse entière d'études et d'entretien ou que l'apprenti ne perçoive pas une rémunération au moins égale à la moitié du montant du salaire minimum interprofessionnel.

Paragraphe 2 — Formalités.

Les allocations familiales sont soumises aux formalités ci-après :

1°) Le temps moyen de travail salarié exigé au cours du mois est constaté soit par un bulletin de présence délivré par l'employeur soit par le bulletin de paye du travailleur, le bulletin de présence ou le bulletin de paye faisant état de la position de congé.

du travailleur en cours du mois. Le bulletin de présence peut être remplacé par le certificat de travail.

Les journées d'absence énumérées en 1, 2, 4 et 5 du a) du paragraphe 1 du présent article, ne sont prises en considération que sur la production :

— pour celles visées en 1, 2 et 4 d'un certificat médical constatant la maladie, l'origine de la blessure ou l'état de grossesse ou la date de la délivrance pour la femme salariée.

— pour celles visées en 5, d'une attestation délivrée par l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales.

2°) L'inscription dans un établissement scolaire est constatée par un certificat d'inscription délivré par le Directeur de l'établissement au début de l'année scolaire.

L'assiduité aux cours de l'établissement doit être contrôlée par la caisse.

Dans les Centres où il n'est pas dispensé d'enseignement et dans les autres centres lorsque l'enfant de moins de quatorze ans n'a pu être admis dans un établissement d'enseignement, le certificat d'inscription prévu ci-dessus est remplacé par l'attestation du chef de circonscription administrative indiquant l'impossibilité pour l'enfant de suivre les cours d'un établissement scolaire et non admission des enfants à l'emploi.

3°) L'apprentissage de l'enfant est constaté par le contrat d'apprentissage dont une ampliation est transmise à la Caisse et par un certificat attestant l'assiduité de l'apprenti contrôlée par la Caisse.

4°) Les consultations médicales prévues au 4° de l'article 12 de l'arrêté n° 242-56/ITLS du 15 mars 1956 instituant le régime de prestations familiales sont constatées par le bulletin de la consultation médicale périodique.

5°) La maladie pendant laquelle les allocations familiales sont maintenues pour les enfants en âge scolaire poursuivant leurs études ou apprentissage et l'infirmité ou la maladie incurable prorogeant jusqu'à 21 ans l'âge limite des enfants à charge sont constatées par le médecin traitant ou par un certificat de l'établissement où est hospitalisé l'enfant. Pour les enfants infirmes ou incurables le certificat ne sera exigé que pour le premier paiement au delà de 14 ans, un certificat de vie renouvelé tous les ans sera demandé par la suite. Dans tous les cas la Caisse peut subordonner le paiement des prestations à la production d'un certificat délivré par un médecin de son choix.

6°) En sus des formalités prévues ci-dessus, l'allocataire devra adresser tous les ans à la Caisse un certificat de vie de l'enfant ouvrant droit à l'allocation.

SECTION II

Paiement des allocations familiales

ART. 38. — Les allocations familiales sont liquidées par mois et payables à terme échu et à intervalles réguliers de 3 mois.

Elles sont liquidées d'après le nombre d'enfants à charge au premier jour du mois.

Les allocations familiales sont payées à partir du 1^{er} jour du mois qui suit celui du premier anniversaire de la naissance de l'enfant; en cas de décès elles sont dues pour le mois entier de décès.

ART. 39. — Les allocations familiales sont payées à la mère sauf dans les cas ci-après :

1°) en cas de décès de la mère, de divorce prononcé judiciairement et ne laissant pas l'enfant à sa garde, les allocations familiales sont versées à la personne qui a la garde et la charge effective de l'enfant.

2°) lorsque la mère attributaire se trouve dans l'impossibilité matérielle d'assumer la charge et la garde de l'enfant, les allocations sont payées à la personne désignée par l'allocataire et ayant la charge effective et la garde permanente de l'enfant.

CHAPITRE IV

Allocation au foyer du travailleur

ART. 40. — L'ouverture du droit à l'allocation au foyer du travailleur est subordonnée aux conditions et formalités ci-après :

I. — *Condition d'attribution.*

Les enfants ouvrant droit à l'allocation doivent être issus du 1^{er} mariage de l'allocataire ou d'un mariage subséquent lorsqu'il y a eu décès régulièrement déclaré du précédent conjoint.

Ces enfants ne doivent pas occuper un rang au delà du 3^e. Ils doivent être nés viables, sous contrôle médical et dûment déclarés à l'Etat-Civil.

II. — *Formalités.*

Les allocations au foyer du travailleur sont soumises aux mêmes formalités que les allocations de maternité. Ces formalités se confondent avec celles-ci pour les enfants qu'elles visent :

- contrôle médical de l'accouchement dont le certificat atteste que l'enfant est né viable,
- déclaration à l'état-civil.

CHAPITRE V

Indemnité journalière prévue à l'article 116 modifié du Code du Travail en faveur des femmes salariées en couches

ART. 41. — L'indemnité journalière prévue à l'article 116 modifié du Code du Travail est versée à la femme salariée pour la durée de l'arrêt du travail dans les limites de huit semaines avant et de six semaines après l'accouchement.

ART. 42. — Le bénéfice de cette indemnité est accordé à condition que la femme salariée :

- 1°) justifie de sa qualité de salariée dans les conditions définies à l'article 31 du présent arrêté,
- 2°) fasse constater son état par un médecin ou une sage-femme et transmettre à la caisse le certificat d'examen délivré,

3^e) suspende effectivement l'exercice de sa profession, la preuve de cette suspension étant produite par l'attestation de son employeur ou du préposé de celui-ci,

4^e) justifie du salaire effectivement perçu lors de la cessation du travail par la transmission à la Caisse du dernier bulletin de paye ou de toute autre attestation délivrée par l'employeur.

La preuve de sa qualité et la constatation médicale de son état ne sont pas exigées si la femme salariée a rempli toutes les conditions requises pour bénéficier des allocations prénatales et de maternité.

ART. 43. — Dans les cas d'un repos supplémentaire justifié par la maladie résultant de la grossesse ou des couches, l'arrêt du travail peut être prolongé jusqu'à concurrence de trois semaines.

L'indemnité journalière est due sous réserve d'une demande adressée à la Caisse accompagnée :

1^o) d'un certificat médical constatant l'incapacité à reprendre le travail à l'expiration de la période de six semaines suivant les couches et établissant que cette incapacité résulte de maladie consécutive à la grossesse ou aux couches,

2^o) d'une attestation de son employeur que le travail n'a pas été repris à l'expiration de la période de six semaines.

ART. 44. — L'indemnité journalière se cumule avec les allocations prénatales de maternité et éventuellement avec l'allocation au foyer du travailleur.

Elle est calculée en raison de la moitié du salaire effectivement perçu : salaire de base augmenté éventuellement des indemnités inhérentes à la nature du travail.

Le gain journalier servant de base au calcul de l'indemnité journalière est égal :

— au 1/30 du montant du salaire perçu lors de la dernière paye ou des deux dernières payes antérieures à la date de suspension du travail suivant que le salaire est réglé mensuellement ou deux fois par mois

— au 1/30 du montant perçu lors des payes du mois antérieur à la date de la suspension du travail, lorsque le salaire est réglé journalièrement,

— au 1/30 du montant perçu lors des deux ou des quatre dernières payes antérieures à la date de la suspension du travail lorsque le salaire est réglé toutes les deux semaines ou chaque semaine.

— au 1/90 du montant du salaire ou du gain des trois mois antérieurs à la date de la suspension du travail lorsque le salaire ou le gain n'est pas réglé définitivement au moins une fois par mois, mais l'est au moins une fois par trimestre.

— au 1/30 de la moyenne mensuelle du montant du salaire ou du gain perçu antérieurement à la date de suspension lorsque la rémunération des services est constituée en totalité ou en partie par des commissions ou des primes et prestations diverses non représentatives de frais — la période sur laquelle s'effectue ce calcul n'excédant pas les douze mois de service ayant précédé la suspension de travail.

Elle est liquidée au prorata du nombre de jours ouvrables ou non ouvrables pendant lesquels le travail a été effectivement suspendu et payée selon la demande de l'intéressée soit à l'expiration de chaque mois soit au terme des périodes antérieures et postérieures à l'accouchement.

L'indemnité journalière afférente à la période de repos postérieure à l'accouchement est due même si l'enfant n'est pas né viable.

ART. 45. — Si l'employeur maintient à la femme salariée pendant la période de repos légal de couches tout ou partie de son salaire il est subrogé de plein droit à l'intéressée dans les droits de celle-ci aux indemnités journalières qui lui sont dues par la Caisse de Compensation sous les conditions suivantes :

1^o) l'employeur doit être en règle au regard de ses obligations vis-à-vis de la Caisse de Compensation.

2^o) la partie du salaire payée par l'employeur doit être au moins égale à l'indemnité due par la Caisse.

ART. 46. — Le repos de la femme salariée en couches est soumis au contrôle des agents du service social de la Caisse qui s'assureront qu'elle n'a effectué aucun travail salarié et qu'elle a observé tout le repos effectif compatible avec les exigences de sa vie domestique pendant les périodes de repos prénatal et postnatal.

CHAPITRE VI

Prestations en nature

ART. 47. — Le service des prestations en nature prévues à l'article 15 de l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 sera assuré à la mise en fonctionnement du « Fonds d'Action sanitaire, sociale et familiale ».

La nature et le mode de versement de ces prestations seront déterminés par délibération du Conseil d'Administration de la Caisse en même temps que l'élaboration du programme annuel d'action sanitaire, sociale et familiale prévue à l'article 17 de l'arrêté précité.

TITRE III

Dispositions diverses

CHAPITRE PREMIER

Service des prestations

ART. 48. — Les organismes et Services Publics désignés par le Chef de Territoire assurent l'exercice des prestations familiales dans les conditions déterminées par convention entre la Caisse et les Services intéressés.

ART. 49. — Par dérogation au principe fixé à l'article 21 de l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 instituant le régime des prestations familiales prévu à l'article 237 du Code du Travail, du paiement direct des prestations en espèces par la Caisse ou ses préposés locaux, sont habilités à assurer le service de ces prestations, sous réserve de l'observation des dispositions arrêtées aux articles ci-après :

a) les employeurs ou leurs préposés, sur avis du Conseil d'Administration, pour leurs travailleurs allocataires, lorsqu'ils occupent habituellement au moins dix salariés;

b) les sociétés mutualistes agréées par le Conseil d'Administration pour leurs adhérents allocataires;

c) les organismes ou services publics désignés par décision du Chef de territoire pour les travailleurs allocataires qu'ils emploient.

ART. 50. — Les employeurs affiliés autorisés à assurer le service des prestations en espèces doivent transmettre à la Caisse de Compensation les demandes de prestations de leurs travailleurs se trouvant dans les conditions voulues pour prétendre à ces prestations et s'assurer que les pièces justificatives exigées à l'appui de ces demandes les accompagnent.

Ils doivent également faire connaître à la Caisse toute modification intervenue dans la composition de la famille des travailleurs allocataires susceptibles de modifier leurs droits aux prestations et adressent en même temps le livret familial d'allocataire pour transcription de la modification par les services de la Caisse.

Pour tout travailleur, demandeur, non encore inscrit à la Caisse, la demande doit être faite sur l'imprimé de déclaration de charges de famille prévue à l'article 9 du présent arrêté et être accompagnée des pièces justificatives d'Etat-Civil prescrites et de l'attestation d'emploi établie par l'employeur.

Pour le travailleur allocataire immatriculé à la Caisse et titulaire du livret familial d'allocataire la demande de toute nouvelle prestation doit obligatoirement faire mention du numéro d'immatriculation de l'intéressé à la Caisse.

Paragraphe 2. — Suivant le cas, la Caisse adresse à l'employeur, pour remise au travailleur, le livret familial d'allocataire ou accuse réception de la demande de nouvelle prestation.

Elle envoie, en outre, lorsqu'il s'agit d'une demande d'allocations prénatales ou d'allocations de maternité, le carnet de grossesse et de maternité.

Paragraphe 3. — La Caisse joint au dossier adressé à l'employeur des mandats provisoires de paiement des prestations numérotés et signés du Directeur, avec indication du nom de l'allocataire, de son numéro d'immatriculation à la Caisse, de la nature et du montant de la prestation à payer, des époques de paiement et des pièces justificatives qui doivent être réunies au moment du versement par l'employeur.

Paragraphe 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 13 relatif au paiement à la mère des allocations familiales de l'arrêté n° 242-56/ITLS. du 15 mars 1956 instituant les prestations familiales, les prestations familiales sont payées par l'employeur au travailleur salarié.

Paragraphe 5. — Les mandats provisoires de paiement sont acquittés par l'allocataire, visés à la date par l'employeur pour constatation du paiement et enliassés avec les pièces justificatives requises.

Ils sont récapitulés pour leur montant et totalisés sur un bordereau daté et arrêté en toutes lettres par l'employeur.

Ce bordereau est envoyé à la Caisse avec les mandats provisoires de paiement et leurs pièces justificatives en même temps que le décompte des cotisations dues par l'employeur.

Ce dernier ne verse à la Caisse que la différence nette entre le montant des cotisations dues par lui et le montant des prestations versées par ses soins.

Lorsque le montant des cotisations dues est inférieur au montant des prestations versées, la Caisse couvre l'employeur de la différence.

ART. 51. — Paragraphe 1. — Les sociétés mutualistes agréées pour le service des prestations sont astreintes aux obligations faites aux employeurs au paragraphe 1 de l'article précédent. Elles doivent en outre, adresser la déclaration de l'adhérent allocataire aux termes de laquelle il désire que les prestations lui soient servies par l'intermédiaire de la Société.

Paragraphe 2. — La Caisse prend en compte les demandes des adhérents allocataires et adresse le livret familial d'allocataire, le carnet de grossesse et de maternité dans les conditions fixées au paragraphe 2 de l'article précédent.

Paragraphe 3. — La Caisse joint au dossier adressé à la Société mutualiste les mandats provisoires de paiement prévus au paragraphe 3 de l'article précédent et couvre en même temps la Société sous forme d'avances à justifier, du montant des prestations à payer pour une période déterminée.

Paragraphe 4. — Les mandats provisoires de paiement sont acquittés par l'attributaire, visés à la date par la Société pour constatation du paiement et enliassés avec les pièces justificatives requises.

La Société mutualiste justifie du paiement des prestations pour l'envoi du bordereau récapitulatif prévu au paragraphe 5 de l'article précédent auquel sont annexés les mandats provisoires de paiement et les pièces justificatives jointes.

ART. 52. — Les mandats provisoires de paiement sont à leur retour apurés par les Services de la Caisse et sont pris en compte définitivement en paiement par ordonnancement et inscription aux registres de l'Agent-Comptable.

CHAPITRE II

Date de dépôt des demandes

ART. 53. — Les bénéficiaires des prestations familiales en espèces qui n'ont pu en percevoir le montant aux échéances réglementaires pourront en demander le paiement à la Caisse dans les délais qui ne pourront excéder un an à compter de la date de l'échéance et conformément aux dispositions ci-après :

Lorsqu'il s'agit de prestations familiales pour lesquelles naît à chaque échéance un droit pour l'allocataire ayant des enfants à charge (allocations familiales, allocations au foyer du travailleur jusqu'aux dates limites), il ne sera possible de payer que les

prestations afférentes aux douze mois précédant la demande présentée.

Lorsqu'il s'agit de prestations familiales pour lesquelles le droit de l'allocataire ne s'ouvre qu'à une date déterminée (allocations prénatales, allocations de maternité, indemnité journalière aux femmes en couches) l'action de l'allocataire qui serait introduite plus de douze mois après l'ouverture du droit ne sera pas recevable.

CHAPITRE III

Contentieux

ART. 54. — Nonobstant toute action pouvant être intentée devant les tribunaux, les litiges nés entre les allocataires et la Caisse à l'occasion de l'application des dispositions prévues au présent arrêté sont soumis à la décision du Conseil d'Administration de la Caisse après examen de sa commission de recours gracieux et avis de l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales.

Le Conseil d'Administration doit statuer dans un délai qui ne doit pas excéder deux mois.

ART. 55. — L'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales et le Directeur de la Caisse de Compensation des prestations familiales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 juillet 1956.

J. BÉRARD.

Postes et télécommunications

ARRETE N° 680-56/F. du 30 juillet 1956 exonérant certains fonctionnaires et agents du Service des Postes et Télécommunications des retenues pour logement.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi n° 55-426 du 16 avril 1955 relative aux institutions territoriales et régionales du Togo sous tutelle française;

Vu le décret du 18 juin 1955 portant règlement d'administration pour l'application de la loi du 16 avril 1955 précitée;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et des textes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services d'outre-mer;

Vu le décret du 26 mai 1937, fixant la réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies, ensemble tous actes modificatifs et notamment le décret n° 51-1191 du 11 octobre 1951 en particulier son article 4;

Vu le décret n° 54-80 du 22 janvier 1954, modifiant le décret du 11 octobre 1951;

Vu l'arrêté n° 180-54/C. promulguant le décret n° 54-80 du 22 janvier 1954;

Vu l'arrêté n° 801-55/F. du 6 octobre 1955 fixant le montant des retenues mensuelles pour la fourniture du logement et de l'ameublement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucune retenue n'est exercée pour le logement des fonctionnaires et agents du Service des Postes et Télécommunications du Togo des groupes IV et V exerçant les fonctions de gérant d'établissements des Postes et Télécommunications et logés dans les locaux du service.

ART. 2. — Le Chef du Service des Finances et du Matériel est chargé de l'exécution du présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} octobre 1955 et qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 juillet 1956.

J. BÉRARD.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Intégration

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 15 mai 1956, sont intégrés en qualité de stagiaires, pour compter des dates et dans le corps du cadre général de l'Enseignement et de la Jeunesse de la France d'outre-mer ci-dessous désignés, les membres de l'Enseignement en service outre-mer dont les noms suivent :

Enseignement du second degré

Adjoints d'Enseignement.

Mme. Huet née L'Her (Jehanne), stagiaire, 21 novembre 1955.

Situation administrative

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

26 juin 1956. — Les rédacteurs stagiaires dont les noms suivent sont titularisés dans le cadre d'Administration Générale d'outre-mer et obtiennent les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-après :

Rédacteur de 1^{re} classe avant 3 ans

M. Delpech Pierre, pour compter du 5 juin 1956.

R.S.M. attribués — 1 an, 4 mois, 15 jours.

Rédacteurs de 3^e classe

M.M.

Peeheux André, pour compter du 27 mai 1956
R.S.M. néant.

Pellefigue Pierre, pour compter du 27 février 1956
R.S.M. 1 an, 5 mois, 24 jours.

Promotions

Par arrêté du 24 avril 1956 du ministre de l'Éducation nationale.

Sont promus à l'échelon supérieur, aux dates indiquées, les fonctionnaires de l'Enseignement du Second degré détachés en FOM, dont les noms suivent:

Personnel féminin*Professeurs licenciées*

du 3^e au 4^e échelon

Mme. Morand, née Fiehoux Marie — Mathématiques — Togo — 1^{er} mai 1955.

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du :

26 juin 1956. — Les fonctionnaires du cadre d'Administration Générale d'outre-mer dont les noms suivent, sont promus à compter du 1^{er} janvier 1956 tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté :

Chefs de bureau hors classe : Ancienneté conservée

M.M.	R.S.M.	Majorations
Fontenier Nestor;	Néant	Néant

Chefs de bureau de classe etc. :

M.M.		
Cadier Robert,	7m 10j.	Néant

Sous-Chefs de bureau de 2^e cl. :

M.M.		
Villepreux André,	9m 2j.	Néant

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Intégrations**

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 652-56/CP du :

18 juillet 1956. — Les préposés et commis du cadre local des agents des douanes du Togo ci-après désignés, qui ont subi avec succès les épreuves des examens professionnels prévus aux articles 11 et 26 de l'arrêté n° 300-54/CP du 29 mars 1954, modifié par celui n° 1.126-54/CP du 31 décembre 1954 et qui ont eu lieu à Lomé le 6 juin 1956, sont intégrés de la façon suivante, au titre de la qualification professionnelle, dans les corps supérieurs des agents brevetés et des agents de constatation des douanes du Togo, pour compter du 1^{er} juillet 1956 :

NOM ET PRENOMS	ANCIENNE SITUATION	INDICE	NOUVELLE SITUATION	INDICE	ANCIENNETÉ CONSERVÉE AU 1. 7. 56
AGENTS DES BRIGADES					
Ankou Barnabas	Préposé de 1 ^o cl.	360	Agent Brev. 2 ^o cl. 3 ^o échelon . . .	380	Néant
Ahebla Elié	Préposé de 2 ^o cl.	340	Agent Brev. 2 ^o cl. 2 ^o échelon . . .	357	6 mois
Amelépé Stanislas	Préposé de 2 ^o cl.	340	Agent Brev. 2 ^o cl. 2 ^o échelon . . .	357	6 mois
Kouwonou Hubert	Préposé de 2 ^o cl.	340	Agent Brev. 2 ^o cl. 2 ^o échelon . . .	357	6 mois
AGENTS DES BUREAUX					
Kpadenou Gabriel	Commis ord. 2 ^o cl.	435	Agent de const. de 1 ^o cl. 2 ^o échelon	447	Néant
Akouegnon Thomas	Commis adjt. 4 ^o cl.	340	Agent de const. de 2 ^o cl. 2 ^o échelon	357	Néant

N° 672-56/CP du :

27 juillet 1956. — Pour compter du 1^{er} juillet 1956, les Commis principaux du cadre local des Transmissions du Togo dont les noms suivent, sont intégrés, au titre de la qualification professionnelle, dans le cadre supérieur des Postes et Télécommunications du Togo (corps des agents d'exploitation) aux grades ci-après :

MM. Dos-Reis Justin, Agent d'exploitation principal, 3^{me} échelon, (conserve 4 ans 6 mois au 1^{er} juillet 1956).

Gomez Robert, Agent d'exploitation principal, 2^e échelon (ancienneté conservée au 1^{er} juillet 1956 : Néant).

M. Dos-Reis Justin, conservant une ancienneté de 4 ans 6 mois, passe au grade de Commis principal de classe exceptionnelle, pour compter du 1^{er} juillet

1956. Il conserve à cette date, une ancienneté de 1 an 6 mois.

N° 673-56/CP du :

27 juillet 1956. — L'arrêté n° 984-55/CP du 8 décembre 1955, portant nomination est et demeure rapporté :

Les aides-météorologistes adjoints du cadre local du Togo, dont les noms suivent, qui ont subi avec succès les épreuves du premier concours professionnel ouvert par arrêté n° 512-55/CP du 27 mai 1955, sont intégrés de la façon suivante et pour compter du 1^{er} janvier 1956, dans le cadre supérieur de la Météorologie du Togo, (corps des Assistants) :

NOM ET PRÉNOMS	GRADE ET CLASSE DANS LE CADRE LOCAL	INDICE	GRADE ET CLASSE D'INTÉGRATION DANS LE CADRE SUPÉRIEUR	INDICE
Messan Anani Jean	Aide-Météo. adjt. 3 ^o cl.	345	Assis. 2 ^o cl. 2 ^o échelon	357
Loko Sébastien	Aide-Météo. adjt. 3 ^o cl.	345	Assis. 2 ^o cl. 2 ^o échelon	357
Adossania Pierre	Aide-Météo. adjt. 4 ^o cl.	330	Assis. 2 ^o cl. 1 ^{er} échelon	335

Nominations

N° 674-56/CP du :

27 juillet 1956. — L'arrêté n° 636/CP du 9 juillet 1956, portant nomination de commis stagiaires du cadre local des Transmissions du Togo, est abrogé.

Les candidats ci-après désignés, qui ont subi avec succès les épreuves du concours direct ouvert par arrêté n° 276/CP du 27 mars 1956 et qui a eu lieu à Lomé, le 4 juin 1956, sont admis dans le cadre local des Transmissions du Togo, en qualité de commis stagiaires :

Pour compter du 1^{er} juillet 1956

MM. Mitronounya Romanus
Amegnigan Christiau
Gbekou Fanguinou Emmanuel

Pour compter du 11 juillet 1956

MM. Amegboh Gbégnon Joseph
Dagbovie Marc
Aloutou Stéphan

Pour compter du 16 juillet 1956

M. Dadzie Anani Justin.

Les intéressés sont mis à la disposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications à Lomé.

N° 677-56/PS. du :

27 juillet 1956. — M. Raynaud Bernard, Inspecteur Principal de 2^e classe, en service à la sûreté est désigné en qualité d'Inspecteur de l'Immigration et du contrôle de l'Immigration par voie maritime. Il est habilité en cette qualité à recevoir les cautionnements des immigrants conformément aux dispositions de l'article 1^{er} § 4 du Décret du 10 Septembre 1935.

M. Raynaud aura droit en cette qualité aux indemnités pour heures supplémentaires dans les conditions fixées par l'arrêté n° 100-51 du 3 février 1951 notamment en son article 14 (annexe).

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1^{er} août 1956.

Attribution de fonctions

N° 1363/D/IA du :

22 juillet 1956. — Durant l'absence de M. David, Inspecteur d'Académie, directeur de l'Enseignement parlant en congé, M. Vernhes Marius, Instituteur principal de 2^e classe, Secrétaire de l'Inspection Académique, sera chargé de l'expédition des Affaires Courantes à la direction de l'Enseignement.

La présente décision prendra effet pour compter du 16 juillet 1956.

Révocations

N° 667-56/CP du :

27 juillet 1956. — M. Amoussou Romuald, commis d'Administration principal de 1^{re} classe du cadre local du Togo, est révoqué de ses fonctions pour compter du 1^{er} Août 1956, pour faute grave en service.

M. Amoussou Romuald conserve ses droits à la pension de retraite dans la mesure où il peut prétendre à cette retraite à la date de sa révocation.

N° 668-56/CP du :

27 juillet 1956. — Pour compter du 1^{er} Août 1956, M. Boko Raphaël, Brigadier de police, 1^{er} échelon, du cadre local du Togo, est révoqué de ses fonctions pour faute grave en service.

M. Boko Raphaël conserve ses droits à la pension de retraite dans la mesure où il peut prétendre à cette retraite à la date de sa révocation.

Retraites

N° 669-56/CP du :

27 juillet 1956. — M. Messan Nondjrodou, maître malelot du cadre local des chemins de fer et du Wharf du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite, pour ancienneté de service, pour compter du 16 septembre 1956.

N° 670-56/CP. du :

27 juillet 1956. — L'arrêté n° 287-55/CP du 1^{er} mars 1955 portant admission à la retraite est annulé en ce qui concerne M. Mensah Godfroid, infirmier en chef de 3^e classe.

M. Mensah Godfroid, infirmier en chef de 3^e classe du cadre local du Togo, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite, pour ancienneté de service, à compter du 1^{er} mars 1955.

DIVERS**Commandement autochtone**

Par arrêtés et décisions du Commissaire de la République :

N° 1383/D/AP du :

27 juillet 1956. — Le nommé Tambati Kpana est agréé en qualité de secrétaire du Chef du canton de Nanergou (Cercle de Dapango) en remplacement de Douti Micheliba, muté à Lologou en remplacement de Kombate Djato, licencié de son emploi par décision n° 1131-D/AP du 16 juin 1956.

Son salaire est fixé à 43.200 francs par an.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1956.

N° 1389/D/AP du :

30 juillet 1956. — Est acceptée la démission de son emploi offerte par le nommé Kouma Rudolph, secrétaire du Chef du canton de Gamé (Cercle de Tsévié).

M. Awodomon Ezi est agréé en qualité de secrétaire du chef du canton de Gamé (Cercle de Tsévié); en remplacement du nommé Kouma Rudolph, démissionnaire.

Le salaire annuel de M. Awodomon Ezi est fixé à 36.000 francs.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} août 1956.

Enseignement

RECTIFICATIF à la décision n° 1500-D/IA du 19 octobre 1955 autorisant quelques fonctionnaires de l'Administration à enseigner au Lycée Bonnet Carrère de Lomé.

Au lieu de :

Les services de M. Marie et du Pharmacien-Commandant Clary seront rétribués au tarif des heures supplémentaires actuellement en vigueur dans l'Enseignement Secondaire (arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950 — catégorie professeurs certifiés, cadre supérieur, 15 heures).

Lire :

Les services de M. Marie et du Pharmacien-Commandant Clary seront rétribués au tarif des heures supplémentaires actuellement en vigueur dans l'Enseignement Secondaire (arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950 — catégorie professeurs certifiés, cadre supérieur, 16 heures).

Le reste sans changement

RECTIFICATIF à la décision n° 606-D/IA du 3 avril 1956 autorisant un fonctionnaire de l'Administration à enseigner au Lycée Bonnet Carrère de Lomé.

Au lieu de :

Les services de M. Romer seront rémunérés de la même façon que ceux de M. Marie et rétribués au tarif des heures supplémentaires actuellement en vigueur dans l'enseignement secondaire (arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950 — catégorie professeurs certifiés, cadre supérieur, 15 heures).

Au lieu de :

Les services de M. Romer seront rémunérés de la même façon que ceux de M. Marie et rétribués au tarif des heures supplémentaires actuellement en vigueur dans l'Enseignement Secondaire (arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950 — catégorie professeurs certifiés, cadre supérieur, 16 heures).

Le reste sans changement

Justice

ADDITIF à l'arrêté n° 56-253/AP du 21 mars 1956 désignant les notables appelés à former le collège des assesseurs près la Cour d'Assises du Togo pour l'année 1956.

Première listeAu lieu de :

Fadikpe René, Infirmier à Lomé

Lire :

Fadikpe René, 51 ans, Infirmier Principal à Lomé.

Le reste sans changement

Pensions

N° 653-56/F du :

20 juillet 1956. — Sont accordées aux gardes de cercle ci-après désignés les pensions proportionnelles suivantes :

Pour compter du 1^{er} mars 1956

1^o — Au taux annuel de Dix huit mille cinq cent vingt huit francs (18.528 frs) au brigadier du 1^{re} classe Zato Madah N° Mle 1584, né vers 1917 à Niamtougou, Cercle de Lama-Kara (Togo).

Pour compter du 1^{er} juin 1956

2^o — Au taux annuel de Quatorze mille cent quarante huit francs (14.148 frs) au garde 1^{er} échelon Tomloua Lobogana, N° Mle 1431, né vers 1909 à Niamtougou, Cercle de Lama-Kara (Togo).

La dépense résultant du paiement de ces pensions est imputable au Budget local.

Prison

N° 1381/D/SG du :

27 juillet 1956. — La décision n° 227-D/SG du 12 février 1954 portant nomination d'un surveillant-chef de prison est abrogée.

M. Mazet, chef de la Brigade de Gendarmerie de Dapango, est nommé surveillant-chef de la prison civile de ladite localité, en remplacement de M. Jimongou Sambiani, Commis d'Administration adjoint de 4^{me} classe.

Rôles

N° 663-56/CD du :

23 juillet 1956. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1956 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>Budget Local</i>				
170	Lomé-Trésor	Impôt cédulaire B.I.C.	28.795.000,—	
		Impôt général	1.608.030,—	30.403.030,—
171	C.M. Lomé	Impôt général	903.900,—	
172	—	Impôt général	2.762.800,—	
173	—	Impôt général	1.552.650,—	
174	—	Impôt général	1.500.665,—	
175	—	Impôt général	1.535.068,—	
176	—	Impôt général	601.948,—	
177	—	Impôt général	394.000,—	9.251.031,—
178	Sub. Lomé	Impôt général	216.500,—	216.500,—
179	C.M. Tsévié	Impôt général	394.000,—	394.000,—
180	Cerc. Tsévié	Impôt général	675.250,—	
181	—	Impôt général	112.000,—	787.250,—
182	C.M. Anécho	Impôt général	1.488.500,—	
183	—	Impôt général	4.000,—	1.492.500,—
184	Cerc. Anécho	Impôt général	808.350,—	
185	—	Impôt cédulaire B.I.C.	2.227.720,—	
		Impôt général	196.950,—	2.424.670,—
186	Subd. Tabligbo	Impôt général	212.000,—	212.000,—
187	C.M. Palimé	Impôt cédulaire B.I.C.	1.446.400,—	
		Impôt général	995.750,—	2.442.150,—
188	—	Impôt général	1.097.200,—	3.539.350,—
189	Cerc. Klouto	Impôt général	754.900,—	754.900,—
		à reporter		50.283.581,—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report		50.283.581—
190	Sub. Nuatja	Impôt cédulaire B. I. C.	60.000,—	
		Impôt général	15.000,—	
191	—	Impôt général	279.500,—	354.500,—
192	C.M. Atakpamé	Impôt cédulaire B. I. C.	249.600,—	
		Impôt général	89.300,—	
193	—	Impôt général	338.900,—	
194	—	Impôt général	821.550,—	
		Impôt général	477.950,—	1.638.400,—
195	Subd. Atakpamé	Impôt général	260.200,—	260.200,—
196	Sub. Akposso-Plateau	Impôt général	373.500,—	373.500,—
197	C.M. Sokodé	Impôt cédulaire B. I. C.	193.800,—	
		Impôt général	133.500,—	
198	—	Impôt général	1.318.150,—	1.645.450,—
199	Cerc. Sokodé	Impôt général	318.500,—	318.500,—
200	C.M. Bassari	Impôt général	482.000,—	482.000,—
201	Cerc. Bassari	Impôt général	120.500,—	120.500,—
202	Cerc. Lama-Kara	Impôt général	501.650,—	501.650,—
203	Sub. Kandé	Impôt général	138.500,—	138.500,—
204	Cerc. Mango	Impôt général	605.500,—	605.500,—
205	Cerc. Dapango	Impôt cédulaire B. I. C.	10.000,—	
206	—	Impôt général	441.000,—	451.000,—
207	C.M. Lomé	Patentes	3.066,—	
208	—	Taxe sur les armes perfectionnées	64.000,—	
209	—	Taxe sur les armes perfectionnées	60.000,—	
210	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	4.350,—	131.416,—
211	Sub. Lomé	Taxe sur les armes non perfectionnées	4.050,—	4.050,—
212	C.M. Tsévié	Patentes	5.100,—	
213	—	Licences	78.000,—	
214	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.000,—	
215	—	Taxe sur les armes perfectionnées	4.000,—	
216	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	150,—	88.250,—
217	Cerc. Tsévié	Patentes	3.966,—	
218	—	Taxe sur les armes perfectionnées	2.500,—	6.466,—
219	C.M. Anécho	Patentes	12.000,—	
220	—	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	13.500,—
221	Cerc. Anécho	Taxe sur les armes perfectionnées	1.500,—	
222	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	750,—	2.250,—
223	C.M. Palimé	Taxe sur les armes perfectionnées	8.000,—	
224	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	1.650,—	
225	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	300,—	9.950,—
226	Cerc. Klouto	Patentes	50.106,—	
227	—	Licences	12.000,—	
228	—	Taxe sur les armes perfectionnées	9.000,—	
229	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	1.400,—	72.506,—
230	Sub. Nuatja	Patentes	90.636,—	
231	—	Licences	2.000,—	92.636,—
232	C. M. Atakpamé	Patentes	87.638,—	
233	—	Licences	2.000,—	
234	—	Taxe sur les armes perfectionnées	4.000,—	
235	—	Taxe sur les armes perfectionnées	3.000,—	
236	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	150,—	96.788,—
		à reporter		57.691.093—

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		Report		57.691.093,—
237	Subd. Atakpame	Patentes	10.700,—	
238	—	Taxe sur les armes perfectionnées	9 000,—	
239	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	300,—	20.000,—
240	Sub. Akposso-Plateau	Patentes	3.120,—	
241	—	Licences	2.000,—	
242	—	Taxe sur les armes perfectionnées	15.000,—	
243	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	500,—	20.620,—
244	C.M. Sokodé	Patentes	48.400,—	
245	—	Taxe sur les armes perfectionnées	36.000,—	84.400,—
246	Cerc. Sokodé	Patentes	4.700,—	
247	—	Licences	2 000,—	6.700,—
248	C.M. Bassari	Taxe sur les armes perfectionnées	3.500,—	3.500,—
249	Cerc. Bassari	Taxe sur les armes perfectionnées	2.500,—	
250	—	Taxe sur les armes non perfectionnées	55.500,—	58.000,—
251	Cerc. Lama-Kara	Patentes	227.420,—	
252	—	Licences	126.000,—	
253	—	Taxe sur les armes perfectionnées	85.000,—	438.420,—
254	Sub. Kandé	Patentes	3.120,—	3.120,—
255	Cerc. Dapango	Patentes	18.770,—	18.770,—
Budget de Circonscription				
171	C.M. Lomé	Taxe de circonscription	194.350,—	
172	—	Taxe de circonscription	194.350,—	
173	—	Taxe de circonscription	192.400,—	
174	—	Taxe de circonscription	193.700,—	
175	—	Taxe de circonscription	193.050,—	
176	—	Taxe de circonscription	3.000,—	
177	—	Taxe de circonscription	33.150,—	1.004.000,—
Budget Communal				
171	C.M. Lomé	Centimes additionnels	38.870,—	
172	—	Centimes additionnels	38.870,—	
173	—	Centimes additionnels	38.480,—	
174	—	Centimes additionnels	38.740,—	
175	—	Centimes additionnels	38.610,—	
176	—	Centimes additionnels	600,—	
177	—	Centimes additionnels	6.630,—	
207	—	Centimes additionnels	613,—	201.413,—
212	C.M. Tsévié	Centimes additionnels	510,—	
213	—	Centimes additionnels	7.800,—	8.310,—
219	C.M. Anécho	Centimes additionnels	1.200,—	1.200,—
232	C. M. Atakpamé	Centimes additionnels	17.527,—	
233	—	Centimes additionnels	400,—	17.927,—
244	C.M. Sokodé	Centimes additionnels	4.840,—	4.840,—
Total				59.582.313,—

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : Cinquante neuf millions

|| cinq cent quatre vingt deux mille trois cent treize francs est fixée au 28 juillet 1956.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Office des changes

INSTRUCTION AUX INTERMEDIAIRES

AVIS N° 285 de l'office des changes relatif aux relations financières entre la zone franc et la République de Chine (Taïwan)

Le présent avis a pour objet de faire connaître les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer désormais les règlements entre la zone franc et la République de Chine (Taïwan); étant entendu que demeurent applicables, dans les relations avec ce pays toutes les dispositions des avis généraux auxquelles le présent texte n'apporte pas de modification.

La zone franc comprend les territoires énumérés dans l'avis n° 170 modifié par l'avis n° 259.

L'avis n° 252 publié au J.O. du Togo du 16 juillet 1954 est abrogé.

I — Régime des comptes étrangers en francs ouverts au nom de personnes résidant dans la République de Chine (Taïwan)

A — Les intermédiaires agréés peuvent ouvrir sur leurs livres, dans les conditions fixées par l'avis n° 164 modifié par l'avis 195; des comptes étrangers en francs au nom de personnes résidant dans la République de Chine (Taïwan).

B — Ces comptes, dénommés « comptes étrangers chinois-Taïwan », fonctionnent; d'une manière générale, dans les conditions prévues à l'avis n° 161 modifié par l'avis n° 195.

Toutefois et par modification aux dispositions de l'avis n° 164 (titre I par 2^e, b et d, et 3^e; b et c) :

1^o Les comptes étrangers chinois-Taïwan peuvent être alimentés, sans autorisation de l'Office des changes :

a — du produit en francs de la cession sur le marché des changes de devises des pays membres de l'Union Européenne de paiements;

b — par prélèvement sur les disponibilités de comptes étrangers en francs de la nationalité d'un pays membres de l'Union Européenne de paiements, de comptes étrangers argentins en francs, de comptes étrangers-Chine continentale, de comptes étrangers finlandais en francs; de comptes spéciaux hongrois.

2^o Les disponibilités des comptes étrangers Chinois-Taïwan peuvent, sans autorisation de l'Office des changes.

a — être utilisées à l'achat sur le marché des changes de devises des pays membres de l'Union Européenne de paiements;

b — être virées au crédit de comptes étrangers en francs de la nationalité d'un pays membres de l'Union Européenne de paiements, de comptes étrangers ar-

gentins en francs, de comptes étrangers-Chine continentale, de comptes étrangers finlandais en francs, de comptes spéciaux hongrois (1).

C — Les dispositions prévues au paragraphe B ci-dessus sont applicables aux comptes étrangers chinois-Taïwan ouverts avant la publication du présent avis.

II — Exécution des transferts

1^o Opérations au comptant

a) Les transferts en provenance de la République de Chine (Taïwan) sont réalisés :

— soit par vente, sur le marché des changes de Paris, de dollars des Etats-Unis ou de livres sterling,

— soit par débit d'un compte « francs livres », d'un compte étranger britannique ou d'un compte étranger chinois-Taïwan.

b) Les transferts à destination de la République de Chine (Taïwan) sont réalisés :

— soit par achat, sur le marché des changes de Paris, de dollars des Etats-Unis ou de livres sterling,

— soit par crédit d'un compte « francs livres », d'un compte étranger britannique ou d'un compte étranger Chinois-Taïwan.

2^o Opérations à terme

Les intermédiaires Agréés sont habilités à exécuter sur le marché des changes de Paris les ordres d'achat ou de vente à terme de dollars des Etats-Unis ou de livres sterling correspondant à des transferts à destination ou en provenance de la République de Chine (Taïwan), dans la mesure où ces opérations sont autorisées par la réglementation en vigueur.

III — Dispositions particulières

1^o Les exportations de marchandises à destination de la République de Chine (Taïwan), bénéficient du régime des comptes « Exportations, frais accessoires » (comptes E.F.Ac.) dans les conditions prévues à l'Avis n° 139 (avis 151 en ce qui concerne les Etablissements Français d'Océanie et Avis 220 en ce qui concerne la Nouvelle Calédonie) et les textes subséquents qui l'ont modifié.

Les disponibilités des comptes E.F.Ac. « République de Chine (Taïwan) » en francs (c'est-à-dire les comptes E.F.Ac. alimentés par débit de comptes étrangers chinois-Taïwan) peuvent, sans autorisation de l'Office des Changes :

a — être converties en livres sterling par achat de ces devises sur le marché des changes de Paris;

b — être virées au crédit de comptes E.F.Ac. « Grande-Bretagne » en francs.

(1) Les facilités prévues au présent avis ne sont pas applicables aux avoirs en francs figurant au crédit des comptes étrangers hongrois en francs (avis n° 280 — Instruction aux Intermédiaires n° 830 — Titre I, par. A).

2°) Le règlement des importations de marchandises en provenance de la République de Chine (Taiwan) doit intervenir dans les conditions prévues au titre II du présent avis, quelle que soit la date, antérieure ou postérieure au présent avis, à laquelle les licences d'importation ont été délivrées;

3°) Le règlement des exportations de marchandises à destination de la République de Chine (Taiwan) doit intervenir dans les conditions prévues au titre II du présent avis, quelle que soit la date, antérieure ou postérieure, au présent avis, à laquelle les exportations ont été réalisées.

Ecole Nationale de la F. O. M.

Le concours d'admission à l'école nationale de la France d'outre-mer, dit concours « C », prévu par le décret du 14 mai 1956 est ouvert en 1956 dans les conditions déterminées par le présent arrêté.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément, compte tenu du décalage des fuseaux horaires, à Paris et dans les chefs-lieux des territoires d'outre-mer. Elles se poursuivront à Paris aux dates et heures indiquées ci-après :

1° — Composition sur un sujet d'ordre général se rapportant aux problèmes de l'expansion française outre-mer, le 5 novembre 1956, de huit heures à douze heures;

2° — Composition d'économie politique sur les problèmes relatifs à l'économie des territoires d'outre-mer, le 6 novembre 1956, de huit heures à onze heures;

3° — Composition sur la législation d'outre-mer et le droit administratif d'outre-mer, le 7 novembre 1956, de huit heures à douze heures.

L'examen oral sur une langue d'outre-mer et l'interrogation orale portant sur deux sujets d'actualité auront lieu dans les centres d'épreuves écrites à partir du 8 novembre 1956.

Les demandes d'inscription à concourir, accompagnées des pièces énumérées à l'article 1er de l'arrêté du 10 juillet 1956 fixant les modalités des concours « B » et « C » de l'école nationale de la France d'outre-mer, devront parvenir au directeur de l'école nationale de la France d'outre-mer, 2, Avenue de l'Observatoire, Paris (6°), au plus tard le 31 août 1956.

Magistrature Outre-Mer

Les épreuves écrites auront lieu le même jour à Paris, aux sièges des cours d'Appel de la Métropole et des départements d'Outre-Mer désignés par l'arrêté ouvrant la session et aux sièges des juridictions d'Appel des Territoires d'Outre-Mer.

PROGRAMME

Les épreuves écrites d'une durée de cinq heures chacune comporteront :

1° — Une composition portant sur un sujet de culture générale,

2° — Une composition portant sur un sujet tiré des matières suivantes ou sur des questions de pratique judiciaire s'y rapportant :

— Code Civil (à l'exclusion des articles 1702 à 1983 et des articles 2095 à 2218);

— Code de procédure civile (articles 59 à 165; 252 à 294; 443 à 479, 505 à 516, 806 à 811);

— Code de commerce (articles 1er à 46; 584 à 592, 631 à 641), décret du 20 Mai 1955 relatif aux faillites et règlements judiciaires et à la réhabilitation;

— Notions générales sur le régime de publicité des aliénations immobilières; la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, les associations, les syndicats professionnels, les assurances, le chèque, les principes généraux sur l'organisation des sociétés commerciales;

— Droit international privé : les principes généraux en matière de conflits de lois et de conflits juridictionnels;

— L'organisation judiciaire de la France, la composition et la compétence des diverses juridictions, le principe de la séparation des pouvoirs, les conflits, le contrôle et la surveillance des officiers publics et ministériels;

3° — Une composition portant sur un sujet tiré dans les matières suivantes ou sur des questions de pratique judiciaire s'y rapportant :

— Code pénal (à l'exclusion des articles 75 à 144, 160 à 208, 237 à 261, 410 à 418, 424 à 459, 471 à 484); le chèque au point de vue pénal, le délit de fuite, la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle, l'abandon de famille, la presse, Code d'instruction criminelle, lois sur l'instruction préalable, les tribunaux pour enfants, l'exécution des peines et la contrainte par corps;

— Le casier judiciaire, lois sur les récidivistes, l'aggravation et l'atténuation des peines, notions générales sur l'individualisation de la peine, les mesures de sûreté et les divers régimes d'exécution des peines privatives de liberté.

Les épreuves orales auront lieu à Paris, aux jours fixés par le président du Jury et en séance publique. Ces épreuves se composeront de deux interrogations et d'un exposé oral sur les matières énumérées ci-dessus, ainsi que sur des questions d'Administration judiciaire.

Les compositions écrites et les épreuves orales seront appréciées de 0 à 10. Le coefficient attribué à chacune d'elles est ainsi fixé :

— l'épreuve de culture générale	4
— chaque épreuve portant sur des questions tirées de l'une des matières énumérées ci-dessus	4
— chaque interrogation	2
— l'exposé oral	4

Seront seuls déclarés admissibles les candidats qui auront obtenu soixante douze points au moins aux

épreuves écrites. Pourront être seuls admis les candidats qui, ayant été déclarés admissibles dans les conditions fixées ci-dessus, auront obtenu 120 points au moins pour l'ensemble des épreuves écrites et orales.

Les candidats justifiant du titre de docteur en droit bénéficieront, à l'oral, d'une majoration de cinq points.

PIECES A FOURNIR

1° — Demande d'autorisation à subir les épreuves de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature d'Outre-Mer.

2° — Un extrait de l'acte de naissance sur papier timbré;

3° — Un état signalétique et des services militaires ou, si le candidat n'a pas servi sous les drapeaux, une copie des pièces indiquant sa situation au point de vue du recrutement dans l'armée ou dans la Marine;

4° — La copie certifiée conforme des diplômes, des titres universitaires et des pièces indiquant les aptitudes spéciales (bureau),

5° — Certificats et références des diverses administrations publiques ou privées dans lesquelles le candidat aurait pu être employé,

6° — Un curriculum vitae,

7° — 25 francs en timbres-poste (pour casier judiciaire)

35 francs pour les candidats nés dans le Département de la Seine.

Ces pièces devront être adressées au Ministère de la France d'Outre-Mer, Services Judiciaires (27, rue Oudinot à Paris, 7^e).

Nécrologie

Le Commissaire de la République au Togo, a le regret de faire part du décès de M. Kouévi Louis; Infirmier principal de classe exceptionnelle, survenu à Lomé le lundi 16 juillet 1956.
